

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● PRÉPARATIFS DE L'AÏD EL FITR

Le citoyen pris
par la cherté des
produits
vestimentaires

(P4)

SELON LE PRÉSIDENT DE L'ABEF

Paiement des dettes des entreprises du bâtiment, prochainement



Faute du manque ou bien de l'absence, parfois, de sources de financement, plusieurs entreprises du bâtiment ont été amenées à ralentir l'avancement de leurs chantiers, certaines autres cessant leurs activités et se trouvant, dans certains cas, devant l'incapacité de régler les salaires de leurs ouvriers. Accusant les organismes financiers d'être à l'origine des retards de paiement des dettes dues à ces entreprises, le nouveau Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, était intervenu, en mai dernier, pour les rappeler à l'ordre.

(Lire en Page 3)

● LIMITATION DES LICENCES D'IMPORTATION DE CERTAINS PRODUITS

**Ce n'est pas une guerre
contre les opérateurs**

(P3)

● ALIMENT DE BÉTAIL

**L'ONAB rassure les
éleveurs de la
disponibilité des produits**

(P4)



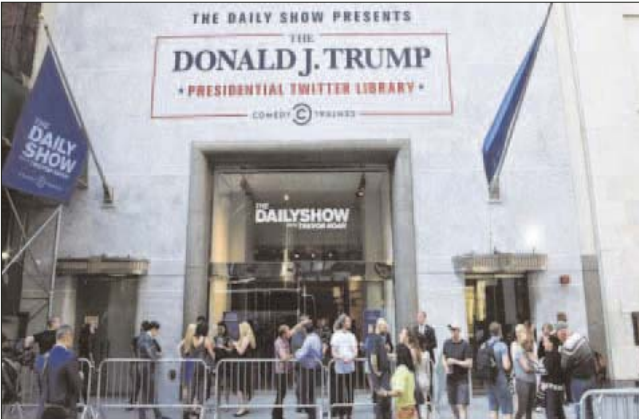
● CRISE AU MOYEN-ORIENT

Isolement diplomatique et politique du Qatar

(P24)

ETATS-UNIS

Les tweets de Trump font l'objet d'une exposition



Une exposition des tweets de Donald Trump a ouvert ses portes aux États-Unis. D'après les organisateurs, leur but principal était de "rendre hommage" au talent exceptionnel affiché par le Président dans l'écriture des messages courts.

Aux États-Unis, l'équipe de l'émission satirique The Daily Show a ouvert une bibliothèque exclusivement consacrée aux tweets du Président américain Donald Trump, relate The Hollywood Reporter.

La bibliothèque consiste en de brefs messages divisés par rubriques et par catégories. Certains s'adressent aux opposants de Trump ou aux "perdants", d'autres comprennent les vœux du Président.

Vous pouvez dire tout ce que vous voulez de Trump. Il peut être un mauvais président, mal lire et ne rien comprendre en géopolitique, mais il est sacrément bon sur Twitter. Nous, au Daily Show, voudrions rendre hommage au Président des États-Unis, le véritable roi de Twitter", a déclaré le présentateur de l'émission Trevor Noah.

INDE

Un mort, 35 blessés dans des affrontements à Darjeeling



Un homme a été tué et des dizaines de policiers ont été blessés dans des affrontements entre manifestants et policiers dans la station de montagne indienne de Darjeeling, dans le nord-est de l'Inde, a annoncé dimanche un responsable local. Des milliers de touristes ont déjà fui la ville, craignant des violences en pleine vague d'agitation séparatiste.

Un homme est mort samedi dans des circonstances encore opaques, alors que des manifestants ont incendié des véhicules et attaqué la police au couteau, tandis que les policiers ripostaient avec canons à eau et matraques.

"Un homme a été tué et au moins 35 policiers ont été blessés hier. Certains ont été poignardés dans le dos", a déclaré à l'AFP le directeur général de la police de l'État du Bengale occidental Anuj Sharma.

L'homme qui a été tué a vraisemblablement été touché par balle, mais les circonstances demeurent floues. La police a nié avoir utilisé des munitions réelles. Les Gorkhas, une ethnie d'origine népalaise, font campagne depuis des décennies pour sortir la région de l'État du Bengale occidental et obtenir leur propre État au sein de l'Union indienne. La récente décision des autorités de rendre obligatoire l'enseignement de la langue bengalie dans les écoles de Darjeeling a relancé les tensions.

Figure de proue du mouvement pour le Gorkhaland, le parti Gorkha Janmukti Morcha (GJM) a lancé une grève générale et conseillé aux visiteurs de quitter Darjeeling pour leur sécurité.

Des perquisitions aux domiciles et bureaux de membres du GJM ont mis le feu aux poudres. Le secrétaire général du GJM Roshan Giri a affirmé à l'AFP que trois membres du parti avaient été tués samedi, et que cinq autres avaient été grièvement blessés. Mais la police a rejeté les affirmations faisant état de décès au sein du GJM.

PORTUGAL

Un gigantesque incendie de forêt fait 57 morts et 59 blessés

Un gigantesque feu de forêt a fait 57 morts et 59 blessés samedi dans la région de Leiria, dans le centre du Portugal, dont une grande partie ont été piégés par les flammes dans leurs voitures, selon un nouveau bilan fourni dimanche par le gouvernement. "Malheureusement, c'est sans doute la plus grande tragédie que nous ayons connue ces dernières années sur le front des incendies de forêt", a déclaré, ému, le Premier ministre portugais Antonio Costa, depuis le siège de la Protection civile près de Lisbonne. Selon le secrétaire d'État à l'Intérieur Jorge Gomes, 18 personnes ont péri dans leurs voitures quand elles se sont retrouvées piégées par les flammes alors qu'elles circulaient sur la route reliant Figueiro dos Vinhos à Castanheira de Pera.

"Il est difficile de dire s'ils fuyaient les flammes ou ont été surpris par le feu", a déclaré M. Gomes à Pedrago Grande, où l'incendie s'était déclaré samedi peu avant 15H00 locales (14H00 GMT). Trois autres victimes sont décédées par inhalation de fumée. M. Gomes a fait état de 59 blessés, dont cinq grièvement. Il s'agit d'un enfant et de quatre pompiers. 18 personnes ont été hospitalisées à Lisbonne, Coimbra et Porto.

Selon le Premier ministre, des orages secs ont pu être à l'origine de l'incendie qui a ravagé sur une vaste étendue les forêts entourant la commune de Pedrago Grande, laissant un paysage de désolation. "Mes pensées vont aux victimes au Portugal", a tweeté le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, ajoutant que le mécanisme européen de protection civile avait été activé à la demande de Lisbonne pour obtenir de l'aide face à l'incendie. Près de 700 pompiers et 220 véhicules étaient toujours mobilisés dimanche matin pour combattre le feu. D'après le secrétaire d'État à l'Intérieur, les flammes se sont propagées "avec beaucoup de violence" et "de façon inexplicable". Plusieurs villages ont été touchés et un plan d'évacuation a été mis en œuvre pour certains d'entre eux. Un deuil national sera décrété prochainement, a ajouté Antonio Costa. Des dizaines de personnes qui ont fui leurs maisons encerclées par les flammes ont été accueillies par des habitants d'une localité proche, Ansiao. Deux Canadiens espagnols ont été dépêchés sur place dimanche matin pour appuyer les pompiers portugais, et "des renforts français sont sur le point d'arriver", a précisé le secrétaire d'État à l'Intérieur.

COLOMBIE

Trois morts, dont une Française, dans un attentat à Bogota

Trois personnes, dont une Française, ont été tuées et 9 blessés samedi après-midi dans un attentat à la bombe perpétré dans un centre commercial de Bogota, qui a été condamné par l'ELN, la dernière guérilla en activité en Colombie, ainsi que par les Farc. Selon la police, l'explosion s'est produite vers 17H00 (22H00 GMT) dans les toilettes des femmes du centre commercial, situé dans une zone très fréquentée par les étrangers et à la veille de la fête des pères. Une Française de 23 ans et deux Colombiennes âgées de 27 et 31 ans "sont décédées de leurs blessures", a indiqué dans un communiqué la clinique où les victimes ont été hospitalisées. Parmi les blessés, dont quatre sont dans un état critique, figure une Française de 48 ans, a précisé l'établissement.

"Je suis vivant, c'est un miracle", confiait Andres Bermudez à l'AFP, les mains tremblantes, peu après l'attentat. "La panique m'a envahi (...) et j'ai pensé que ma dernière heure était arrivée".

"Il se dégageait une fumée dense, assez noire et une forte odeur de caoutchouc. Les gens ont commencé à courir dans tous les sens", se souvient un autre témoin ayant requis l'anonymat. "Il y a eu un +boum+ très fort et le sol a tremblé. Des gens sortaient couverts de cendres, comme avec de la terre sur le corps", raconte Milena Carcenas, employée dans une boutique du centre commercial.

JAPON

Les disparus trouvés morts dans le destroyer inondé

Les corps des marins américains disparus dans une collision nocturne de leur destroyer avec un cargo au Japon ont été retrouvés dimanche dans des espaces de couchage envahis par les eaux, a annoncé dimanche la marine américaine.

Sept membres de l'équipage de l'USS Fitzgerald étaient portés disparus depuis plus de 24 heures, après un violent choc survenu au large de la côte pacifique de l'archipel nippon samedi matin avec un porte-conteneurs beaucoup plus massif.

"La recherche et les secours sont terminés", a déclaré au cours d'une conférence de presse le vice-amiral Joseph Aucoin, commandant de la 7e Flotte.

Celle-ci avait annoncé dans la matinée de dimanche qu'un "certain nombre" de ses hommes avaient été retrouvés. "Les marins ont été découverts décédés par des plongeurs", avait déclaré séparément le commandement des forces navales sur son compte Twitter.

Le bilan exact n'est pas donné "par respect pour les familles", a expliqué à la presse le vice-amiral.

DÉCOUVERTE

Il est désormais possible de retrouver les personnes disparues

Des spécialistes britanniques ont élaboré un algorithme permettant de rechercher les gens disparus depuis longtemps. Il utilise les traits du visage pour déterminer la façon dont une personne a changé. Les chercheurs de l'Université de Bradford ont mis au point une technologie qui pourrait révolutionner la façon que les policiers recherchent les personnes disparues depuis longtemps. L'équipe a créé une nouvelle méthode basée sur un réseau de neurones artificiels qui aide à simuler le visage d'une personne perdue de vue et à analyser tous les changements qui auraient pu l'affecter physiquement, même si cette personne a disparu encore enfant, annonce The Telegraph and Argus.

La méthode, développée par Centre for Visual Computing, identifie la forme des joues, de la bouche, du front et du visage à un âge donné. Ensuite, le système fait des calculs et simule l'évolution d'une personne cherchée.

Le professeur Hassan Ugail, chef de la recherche, a souligné: "Chaque année, environ 300.000 disparitions sont enregistrées au Royaume-Uni. C'est notre motivation pour améliorer les techniques actuelles de recherche des personnes manquantes, en particulier celles qui sont portées disparues depuis un temps considérable."

SELON LE PRÉSIDENT DE L'ABEF

Paiement des dettes des entreprises du bâtiment, prochainement

Faute du manque ou bien de l'absence, parfois, de sources de financement, plusieurs entreprises du bâtiment ont été amenées à ralentir l'avancement de leurs chantiers, certaines autres cessant leurs activités et se trouvant, dans certains cas, devant l'incapacité de régler les salaires de leurs ouvriers.

Accusant les organismes financiers d'être à l'origine des retards de paiement des dettes dues à ces entreprises, le nouveau Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, était intervenu, en mai dernier, pour les rappeler à l'ordre.

En réponse, le président de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF) a annoncé, hier, que 130 milliards de dinars vont être versés par les banques à l'effet d'apurer, avant le mois de juin courant, les créances dues aux sociétés de construction.

Accueilli à l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, M. Boualem Djebbar explique que ces sommes vont servir à payer les retards de financement des programmes AADL et LPP, lesquels sont, en partie, à la charge des banques, "environ 30 milliards de dinars", indique-t-il.

Celui-ci annonce, par ailleurs, la signature jeudi, entre le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et le ministère de l'Habitat, d'une nouvelle convention portant sur un nouveau programme de 120.000 logements.

S'exprimant à propos des crédits

alloués pour financer à hauteur de 70% les investissements dans l'économie, en hausse d'environ 17% par rapport à 2016, l'intervenant les situe dans la stratégie de maintien du rythme de croissance fixé par le gouvernement. Il assure, par ailleurs, que la baisse de liquidités tirées de la vente des hydrocarbures n'enfreindra pas le rythme de croissance des crédits, les banques faisant l'effort de collecter les ressources financières par le biais de la diversification des produits d'épargne et l'augmentation des taux d'intérêts sur les placements.

ATTRIBUTION DE LOGEMENTS À L'OCCASION DE LA FÊTE DE L'INDÉPENDANCE

Pour sa part, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Youcef Cherfa a annoncé, la veille à Tiaret, qu'une journée nationale d'attribution de logements tous programmes confondus sera programmée à l'occasion de la Fête de l'indépendance, pour la réjouissance des citoyens. Lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le ministre a indiqué que de nombreux logements réalisés à travers le pays seront distribués à l'occasion de la Fête de l'indépendance, soulignant qu'une Journée nationale sera consacrée à cette opération.

Il a annoncé aussi l'achèvement prochain de la réalisation du programme AADL 1 et l'attribution de tous ces logements avant le prochain trimestre puis le lancement de l'attribution de logements AADL 2 suivant un calendrier, tout en tenant à rassurer les souscripteurs ayant versé les 1ère et 2ème tranches qu'ils auront leurs logements.

Par ailleurs, Youcef Cherfa a souligné que son département ministériel a confié la mission de réalisation d'infrastructures dont des établissements scolaires et de sièges pour services sécuritaires à l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) insistant sur le lancement des travaux avant la fin de l'année à travers le pays pour permettre aux bénéficiaires d'accéder à un logement confortable et pouvoir créer des cités intégrées.

Il a exhorté les directions de l'ha-

bitat et l'OPGI à travers le pays à régler le problème des dettes du secteur de l'habitat en donnant la priorité au versement des créances auprès de Sonelgaz et le restant des partenaires, tout en rassurant les promoteurs que des affectations budgétaires seront versées à partir de la semaine prochaine.

Le ministre a donné des instructions strictes pour l'octroi obligatoire de pré-affectations aux bénéficiaires de logements dès que le taux d'avancement atteint 65 pour cent, sommant les commissions de daïra à accélérer l'étude préliminaire de dossiers et la distribution finale des logements immédiatement après l'achèvement des recours.

Pour l'habitat rural, Youcef Cherfa a indiqué que tous les bénéficiaires d'arrêts ayant construit la première tranche de leurs maisons percevront le montant de la deuxième tranche prochainement, rappelant les mesures d'annulation en cas de non concrétisation par les bénéficiaires. Le ministère accorde la priorité aux habitations rurales qui visent à stabiliser la population dans les exploitations agricoles en vue de soutenir le secteur agricole et les lotissements sociaux des Hauts plateaux et du Sud.

Il a insisté sur la nécessité de préserver le foncier dans le cadre des plans d'occupation du sol soulignant que ces plans devront être approuvés avant la fin du mandat des assemblées populaires actuelles et qu'il faut veiller à ne pas empiéter sur les terres agricoles.

M. Cherfa a tenu à rassurer que l'Etat n'abandonnera ou ne renoncera à aucun programme d'habitat de différentes formules partant de la situation financière actuelle.

D'autre part, il a affirmé que rien n'est encore décidé concernant la condition fixant le salaire pour pouvoir bénéficier d'un logement social.

Le ministre a aussi instruit les directions de l'urbanisme à faciliter les procédures d'octroi de permis de construire pour les programmes d'habitat et d'équipements publics et les promoteurs qui s'apprentent à réaliser des constructions avec leurs activités industrielles ou agricoles



pour soutenir l'investissement. La visite du ministre dans la wilaya a été marquée par l'attribution de 1 190 logements publics locatifs dans plusieurs communes, l'inspection de projets d'habitat, la pose de la première pierre de réalisation d'un

groupe scolaire à haï Zemala au chef-lieu de wilaya.

M. Cherfa a visité, à l'université de Tiaret, un bloc culturel et social et le projet de 2 000 places pédagogiques livrés dernièrement.

Khadija M.

LA CONJONCTURE

de Nabil Benbachir

Le destin de tout pays

Pouvons-nous avancer l'idée aujourd'hui que la politique interne mise en place dans les pays arabes et chez nous-autres n'a pu amener l'idéologie créatrice de fetwas appelant au meurtre à abandonner les éléments de sa nocivité ? C'est à croire qu'il y a quelque part le besoin d'entretenir les intolérances et d'empoisonner le champ politique.

Pouvons-nous poser la question de savoir qu'est-ce qui dans la démarche du pouvoir n'a pas réussi à créer un environnement national interne où la problématique de sécurité intérieure aura cessé d'être liée aux clivages idéologiques internes et externes.

L'Algérie croit pouvoir œuvrer maintenant à contribuer à pallier le retard apporté sur la scène internationale à la construction d'un consensus de politique internationale sur les grands thèmes intéressant la paix et la sécurité collective, à la création de soutien d'un environnement défavorable au développement de toutes les autres criminalités qui se structurent dans le plus structurel est la corruption, celle qui crée et aggrave les fractures morales, celles-ci devenant synonyme de résignation devant sa généralisation avec pour risque évident la dévalorisation de la citoyenneté et la mise des populations dans une situation de "non concernée" ?

Depuis l'éveil des consciences mondiales à des menaces qui se jouent des frontières, (rappelons que l'Algérie y est pour beaucoup) depuis le constat que tous les mouvements qui œuvrent par violation des lois nationales et internationales entrent dans des prestations mutuelles de service, il est l'évidence même que les Etats entre eux également dans des prestations mutuelles de service. Mais, y a-t-il une garantie que les puissances occidentales acceptent de criminaliser les paiements des rançons et de refuser les échanges de prisonniers ?

Il n'est pas évident que chacun des pays qui ne sont pas des puissances aura à s'épargner les affres d'une nouvelle guerre dans le cas de sa participation à la mise en place d'une architecture de sécurité collective dessinée par les Etats-Unis.

Si on parle du phénomène du terrorisme, celui-ci est-il en partie au moins d'essence de politique interne ? Tous les terroristes qui officient dans des pays musulmans invoquent des raisons internationales, des objectifs internationaux et ne portent pas de projets délimités par des frontières nationales ; les massacres ont lieu dans les pays musulmans.

La conjonction d'un contexte de perturbations sécuritaires mondiales, avec déplacement des aires de leur propagation à l'intérieur de régions vulnérables et des inquiétudes sur le futur économique dans les dimensions sécurité alimentaire et industrie (notamment exprimées officiellement), va-t-elle fournir les axes directeurs de réflexion autour desquels auront à s'articuler les débats sur le plan international, afin que ne subsistent plus les amalgames de façon à ce que se dégage un consensus et qu'enfin tous les Etats sachent qui et quoi il faut combattre, pourquoi, comment et jusqu'où ?

Qu'en est-il alors de la nécessaire reformulation des approches traditionnelles du fait de l'intégration du constat selon lequel les thérapies mises en application à travers les gouvernements successifs des différents pays n'ont pas permis de lever tout à fait les incertitudes sécuritaires dans un contexte d'étendue du champ des menaces et de leur diversification, d'inadaptation de certains pays à des parades surtout immatérielles et d'absence de perspectives pour ce qui concerne la lecture de l'avenir pour les jeunes ? Pouvons-nous dire que le champ politique tel que celui-ci est structuré de par le monde, avec chacun le niveau qu'il a atteint fait des partis politiques des facteurs d'apaisement, de médiation et ne livre pas les populations aux forces centrifuges non contrôlées et autonomes par rapport aux partis politiques, aux institutions et à un mouvement associatif sans âme ?

N. B.

LIMITATION DES LICENCES D'IMPORTATION DE CERTAINS PRODUITS

Ce n'est pas une guerre contre les opérateurs

Selon le ministre du Commerce, Ahmed Saci, la limitation des licences d'importation de certains produits a pour seul souci la protection de l'économie nationale.

Au cours d'un point de presse animé samedi à la fin de sa visite de travail dans la wilaya de Aïn Defla, le ministre a indiqué que la limitation des licences d'importation de certains produits ne doit pas être assimilée à une guerre contre ceux-ci mais à la volonté de mettre de l'ordre dans le secteur de telle sorte à protéger l'économie nationale. Si certains opérateurs se sont

lancés dans l'exportation, cela ne peut qu'être révélateur de la qualité de leurs produits, a-t-il noté, appelant à la nécessité de les accompagner et de les soutenir. Citant à titre illustratif les téléphones portables ainsi que les produits électroménagers et produits de beauté, il a précisé que les demandes d'importation y afférentes dépassent les 160, invitant les opérateurs économiques (personne physique ou morale), désireux de se lancer dans l'importation à introduire une demande de licence d'importation d'un produit ou d'une marchandise, dont le contingent est

ouvert, en déposant le dossier complet y afférent.

S'agissant de l'importation du fer et des voitures, il a indiqué que la commission chargée d'étudier ces dossiers n'a pas achevé son travail, signalant que ses résultats seront rendus publics au cours des prochaines semaines. La protection de l'économie nationale implique la protection du consommateur et du producteur, a-t-il soutenu, faisant remarquer que la liste des produits importés soumis à une autorisation préalable pourrait s'élargir si la nécessité l'impose.

Nesrine M.

ALIMENT DE BÉTAIL

L'ONAB rassure les éleveurs de la disponibilité des produits

Dans le cadre des travaux du secrétariat technique de la Commission interministérielle chargée de l'examen des demandes de licences d'importation de fourrage, d'aliments de bétail et de volaille, l'Office national des aliments de bétail ONAB a bénéficié d'un quota équivalent à 25% du besoin national lequel est estimé à 5,2 millions de tonnes à raison de 4 millions de tonnes de maïs et de 1,2 million de tonnes de tourteau de soja, a précisé son P-DG, Salah Meddour, dans une déclaration à l'APS.

Pour cette raison, l'office rassure l'ensemble des éleveurs de la disponibilité de l'aliment de bétail, affirme son P-DG, qui relève qu'à travers l'octroi récent des licences d'importation, "c'est tout le secteur qui s'écarte de l'informel parce

que contraint d'opérer dans la transparence". "Conscient des enjeux et de l'urgence d'assurer la régularité des approvisionnements du marché en ces produits vitaux pour le cheptel, l'ONAB a aussitôt lancé son programme d'importation ambitieux où le premier arrivage sera réceptionné dans les prochains jours", fait-il savoir.

Selon lui, le groupe ONAB, qui capitalise un savoir-faire de près de 50 ans dans le domaine et doté de plus de 7.500 travailleurs, de 25 unités de fabrication d'aliments de bétail, de ses propres unités portuaires au nombre de quatre (4) et d'une capacité de stockage de plus de 240.000 tonnes, "tient à rassurer l'ensemble des éleveurs algériens de la disponibilité de l'aliment de bétail". Dans ce sens, il affirme que les stocks d'aliments existant aux niveaux des unités régionales de l'ONAB sont instamment mis à la disposition des éleveurs qui en expriment des besoins urgents, en soulignant que des instructions ont été données en ce sens, et ce, en attendant la concrétisation des programmes ambitieux lancés par les pouvoirs publics en la forme de licences d'importations accordées aux opérateurs publics et privés.

"Nous n'avons pas perdu une seule journée pour mettre en place notre programme d'importation et nous lancer dans les achats conformément à nos procédures qui garantissent la qualité du produit, le meilleur prix et préservent au mieux nos intérêts", ajoute le même responsable. A ce propos, il avance que le programme, tel qu'arrêté par les

pouvoirs publics, a pris en considération les besoins nationaux et n'a pas été diminué: "C'est conformément aux capacités de production de l'ONAB se situant entre 1,2 million et 1,5 million de tonnes que le quota des licences accordées à l'ONAB a été arrêté".

LE SECTEUR S'ÉCARTE DE L'INFORMEL

Par l'octroi de ces licences, insiste-t-il, "c'est tout le secteur qui s'écarte de l'informel parce que contraint d'opérer dans la transparence".

Pour rappel, 167 licences d'importation sur les 228 demandes examinées par le secrétariat technique de la Commission interministérielle chargée de l'examen des demandes de licences d'importation de fourrage et d'aliments de bétail et de volaille, ont été récemment octroyées.

La Commission "s'est référée, dans l'examen des dossiers, à des normes et méthodes techniques et objectives qui tiennent compte de l'octroi de la priorité aux opérateurs économiques producteurs de ces aliments en toute transparence et du bilan d'activité, et ce, outre les activités d'importation et de distribution pour tout opérateur titulaire d'une licence pour ces produits: l'orge, le maïs le tourteau de soja et le concentré minéral vitaminé", avait indiqué le ministère du Commerce.

S'agissant du quota de l'orge, 42 licences d'importation d'une quantité de 462.076 tonnes ont été octroyées en accordant la priorité à l'ONAB et à l'Office national interprofessionnel des



céréales et des légumes secs (ONICL). Pour ce qui est du maïs, 60 licences d'importation d'une quantité de 2.145.321 tonnes ont été octroyées à des opérateurs dont l'ONAB.

Concernant le concentré minéral vitaminé, 28 licences d'importation d'une quantité de 9.041 tonnes ont été également attribuées
Khadidja M.

PRÉPARATIFS DE L'AÏD EL FITR

Le citoyen pris par la cherté des produits vestimentaires

La Fédération algérienne des consommateurs, a exprimé sa satisfaction quant à la disponibilité régulière des produits agricoles et viandes durant ce mois de ramadhan sur les marchés algériens; cela grâce à une surabondance de ces denrées, à l'exception toutefois des produits carnés en raison de la cherté de l'aliment de bétail. Par conséquent, M. Hariz Zaki, a fait savoir que le citoyen algérien, est devenu plus averti dans sa façon de s'approvisionner, "le consommateur est de plus en plus conscient, cette année le citoyen algérien a mieux géré son budget de mois de ramadhan" a déclaré M. Hariz, qui intervenait hier au Forum du journal DK-News. Pour les préparatifs de l'Aïd El Fitr, le représentant de la FAC, a déclaré que "Une famille algérienne moyenne composée de 3 enfants consacre un budget de 25.000 jusqu'à 30.000 DA aux vêtements de l'Aïd". Cependant, 30% des familles algériennes ont préféré acheter les vêtements quelques semaines avant la fin de Ramadhan, afin d'éviter les fluctuations du marché des vêtements, Hariz a précisé que les prix des vêtements de qualité moyenne restent "élevés" pour les familles à moyen revenu.

A ce titre, M. Hariz a suggéré aux chefs de famille d'acquiescer des produits vestimentaires de bonne qualité, et éviter l'achat de tout produit composé à 100% de fibre synthétique, et ce, en raison du danger que cette matière représente, "Les experts affirment que les produits vestimentaires devraient contenir au moins 30% de fibres végétales ou naturelles, or qu'en Algérie on retrouve des produits composés à 100% de produits synthétiques qui peuvent être toxiques", a-t-il déploré. Pour ce conférer, "la sécurité, qualité, et la durabilité devraient être les trois critères qui déterminent le choix des clients", d'ailleurs, M. Harizi a appelé à l'accélération de la mise en place du Laboratoire national d'essais. Programmé depuis 2008, celui-ci tarde à voir le jour. De plus, le président de la FAC a suggéré d'établir un cahier de charges qui définit les normes dans le secteur du textile et du cuir. D'autre part, M. Hariz a appelé la tutelle, à booster le secteur du textile, "aujourd'hui, il est dans l'impératif d'encourager la production nationale à travers des partenariats avec les Turcs et les Syriens qui ont de grande expérience, et ce, dans la perspective d'améliorer la quantité et la qualité de la production nationale, tout en réduisant les importations. Par ailleurs, l'intervenant a appelé les Algériens à changer de culture de consommation, en mettant un terme à la dépendance vestimentaire; allant jusqu'à recommander aux familles de préférer les produits en matière de qualité, et non par rapport à la mode.

LA PERMANENCE DURANT L'AÏD EL FITR NE SERA PAS RESPECTÉE À 100%

De son côté, le vice-président Mohamed Abidi, a affirmé que le ministère du Commerce a mobilisé quelque 35785 commerçants durant les deux premiers jours de l'Aïd El Fitr, à savoir 4700 boulangers, 22.833 commerçants dans l'alimentation générale, fruits et légumes et 8.145 dans des activités diverses. Des unités de production seront aussi concernées par la permanence de l'Aïd El Fitr. Il s'agit de 453 unités composées de 131 laiteries, 282 minoteries et 40 unités de production d'eau minérale.

Par conséquent, le vice-président de la FAC a estimé que ces chiffres fournis par le ministère du Commerce, ne sont que "théoriques". Selon lui, "il est impossible que la permanence de l'Aïd soit respectée à cent pour cent", et ce, pour plusieurs raisons liées à l'indisponibilité de la main-d'œuvre. Afin de faire face à cette situation, M. Abidi a suggéré aux ménages de faire des réserves en produits alimentaires, et d'éviter les repas nécessitant la consommation de pain.

Hamza Belaidi

CRÉATION D'ENTREPRISES

Le taux augmente au 1^{er} trimestre 2017

Au total, 5.654 entreprises, dans différents secteurs d'activité, ont vu le jour de janvier à mars 2017: Après une augmentation de 4,7% sur l'année 2016, le nombre de créations d'entreprises a progressé de 14,9% portant leur nombre global à 176.719 entreprises exerçant à l'échelle nationale, selon les données du Centre national du registre de commerce (Cnrc).

En effet, le nombre de créations d'entreprises a augmenté de près de 15% durant le premier trimestre de l'année en cours par rapport à la même période de 2016, alors que celui des radiations a nettement reculé de plus de 20%, indiquent des statistiques obtenues auprès du Centre national du registre du commerce.

Le nombre de personnes morales étrangères inscrites au registre du commerce, au cours de cette période, a augmenté de 6,5% avec la création de 645 entreprises portant le total de sociétés étrangères à 10.536 sociétés. Par secteur d'activités, les services ont attiré le plus de créations avec 2.227 nouvelles entreprises (38,2% des créations), suivi par le secteur de production de biens avec la naissance de 1.550 entités (26,5%). Dans le commerce

extérieur, 824 entreprises ont été créées dans l'activité de l'importation de revente en l'état contre 121 entreprises dans l'exportation.

Par zones géographiques, c'est la wilaya d'Alger qui a enregistré le plus grand nombre de création d'entreprises (1.850 nouvelles entités), suivie de la wilaya d'Oran (497 entreprises), de Sétif (254 entreprises), de Blida (243) et de Boumerdes (234).

A l'inverse, ce sont les wilayas de Nâama, Tindouf, El Oued, El Bayadh et Illizi qui ont enregistré le plus faible nombre de créations avec moins de 10 nouvelles entités par wilaya.

Concernant les radiations, 1.859 entreprises ont cessé d'exercer durant le premier trimestre de 2017 contre 2.333 sur la même période de 2016 (-20,3%).

Dans ce cadre, quelque 870 Sarl ont été supprimées du registre du commerce ainsi que 686 entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (Eurl), 175 sociétés en nom collectif (Snc) et 115 sociétés par action (Spa).

Par secteur d'activités, ce sont les services, qui ont attiré le plus d'opérateurs en matière d'immatriculation, qui ont enregistré le grand nombre de suppressions avec la radiation de 672 entrepri-

ses (30% des radiations), suivi par la production de biens où 565 entreprises ont cessé d'activer, et l'importation de revente en l'état qui a enregistré l'élimination de 447 entités.

Par ailleurs, les nouvelles inscriptions des personnes physiques, représentant 90% des opérateurs inscrits au registre du commerce, étaient en baisse de 6,9% sur la période allant de janvier à mars 2017 où 44.042 nouveaux opérateurs ont été inscrits contre 47.309 opérateurs durant la même période de 2016.

Les nouveaux inscrits sont orientés vers la distribution en détail (27.126 inscrits), les services (14.316), la production de biens (3.731) et la distribution en gros (1.652).

Les radiations pour cette catégorie d'opérateurs sont également en baisse. Elles ont diminué de 19,1% s'établissant à 26.617 suppressions contre 32.905 suppressions sur la même période de 2016, sachant que 80% des radiations sont réparties entre deux secteurs qui sont la distribution en détail et les services.

A fin mars 2017, le nombre d'opérateurs inscrits au registre du commerce s'élevait à 1,912 million d'opérateurs.

Mourad N.

LES GRANDS PÉCHÉS

Al Kabair (Partie 1)

Allah Le Très-Haut nous dit dans le Saint Coran : " Si vous évitez les grands péchés qui vous sont interdits, Nous effacerons vos méfaits de votre compte, et Nous vous ferons entrer au Paradis " (Sourate 4 ; 31), Allah Le Très-Haut nous dit aussi: " Ceux qui évitent les grands péchés ainsi que les turpitudes et qui ne commettent que des fautes légères.

Certes le pardon de Ton seigneur est immense " (Sourate 53 ; 32). Abû Houraira (qu'Allah Soit Satisfait de lui) rapporte que le Prophète (QSSSL) a dit : " Chacune des cinq prières efface les péchés commis entre le moment de son accomplissement et la prière précédente.

De même la Prière du vendredi efface les péchés commis depuis le vendredi précédent, à condition de s'abstenir de faire de grands péchés (Al-Kabaïr) ", (Rapporté par Muslim). Othman Ibn Affan (qu'Allah Soit Satisfait de lui) a dit : " J'ai entendu le Prophète (QSSSL) dire : " Toutes les fois qu'un Musulman (ou une Musulmane) quand vient l'heure d'accomplir la prière obligatoire, fait ses ablutions avec le plus grand soin, puis réalise sa prière avec le recueillement et l'humilité nécessaire en accomplissant des gestes parfaits (inclinaison, prosternation), cela lui efface automatiquement tous les péchés précédents tant qu'il ne commet pas de grands péchés et ce durant toute sa vie ", (Rapporté par Muslim).

QUELS SONT DONC CES GRANDS PÉCHÉS ?

D'après Mohammed Ben Ahmad Ben Othman Adh-Dhahabi dans son livre Al-Kabaïr, il est important de savoir qu'il existe "69 GRANDS PECHES", 30 parmi ces grand péchés seront présentés dans cette article divisé en 2 parties :

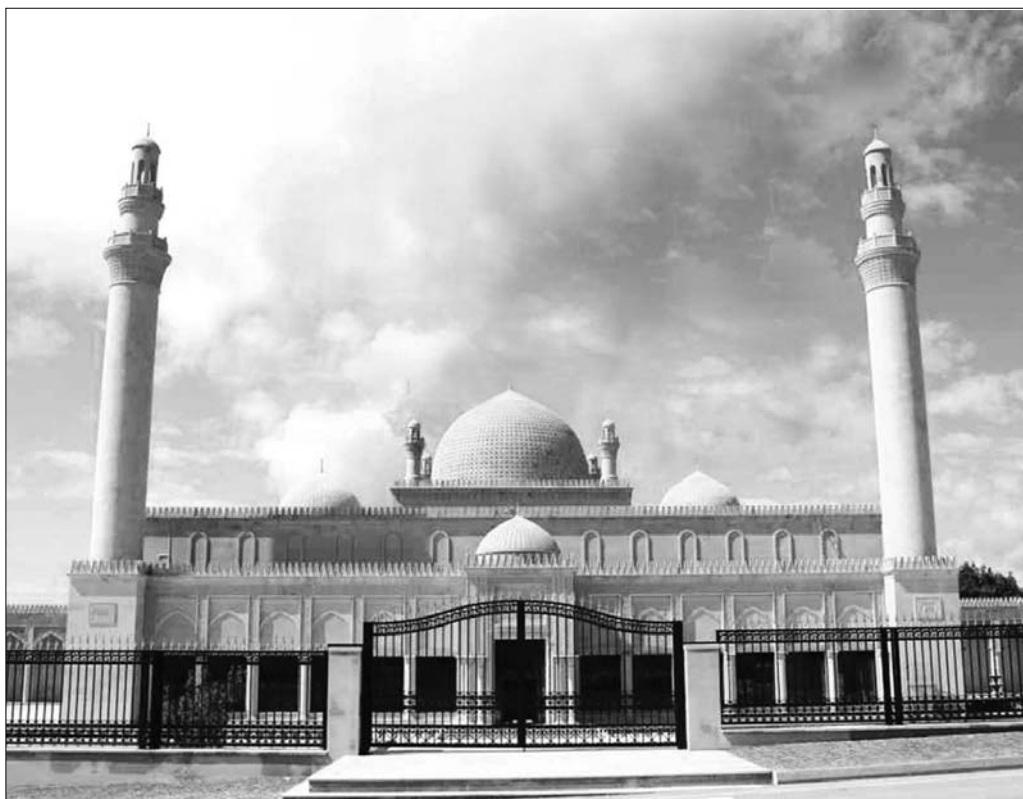
1- Pratiquer le Polythéisme : Allah Le Très-Haut dit : " Quiconque associe à Allah d'autres divinités, Allah lui interdit le Paradis ; et son refuge sera le Feu " (Sourate 5 ; 72). Autre forme de Polythéisme : faire un acte par ostentation, Abû Houraira (qu'Allah Soit Satisfait de lui) a rapporté que le Prophète (QSSSL) a dit : qu'Allah Le Très-Haut a dit : " Je me suffis à Moi-même que je n'ai pas besoin d'associé.

Dès lors, celui qui fera une action pour plaire à un autre que Moi, Je délaisserais son action, l'abandonnant à celui (ou celle) qu'il aura associé à Moi ! ", (Rapporté par Muslim).

2- Accomplir un meurtre : Allah Le Très-Haut dit : " Quiconque tue intentionnellement un croyant, sa rétribution sera l'enfer, pour y demeurer éternellement. Allah l'a frappé de sa colère, l'a maudit et lui a préparé un énorme châtement " (Sourate 4 ; 93).

3- Pratiquer la magie : Allah Le Très-Haut dit : " Les diables sont les incroyants, ils enseignent la magie... Celui qui l'acquiesce (ce pouvoir) n'aura aucune part dans l'au-delà ". (Sourate 2 ; 102).

4- Négliger les prières obligatoires : " Malheur donc, à ceux qui prient tout en négligeant (et retardant) leur prière ". (Sourate 107 ; 4-5). Allah Le Très-Haut



dit aussi : " Puis leur succéderont des générations qui délaisseront la prière et suivirent leurs passions.

Ils se trouveront en perdition " (Sourate 19 ; 59). Burayda (qu'Allah Soit Satisfait de lui) rapporte que le Prophète (QSSSL) a dit : " Le pacte qui existe entre eux et nous est la prière. Quiconque l'a délaissée est doré et déjà un mécréant ", (Al-Thirmidhy).

5- Ne pas donner l'aumône obligatoire (Azzakat) : " O vous qui croyez ! Beaucoup de rabbins et de moines dévoilent, les biens des gens illégalement et [leur] obstruent le sentier de Dieu.

A ceux qui thésaurisent l'or et l'argent et ne les dépensent pas dans le sentier de Dieu, annonce un châtement douloureux. Le jour où (ces trésors) seront portés à l'incandescence dans le feu de l'Enfer et qu'ils en seront cautérisés, front, flancs et dos : voici ce que vous avez thésaurisé pour vous-mêmes. Goûtez de ce que vous thésaurisiez ". (Sourate 9 ; 34-35). Abû Zarr (qu'Allah Soit Satisfait de lui) rapporte : " Je me dirigeai vers le Prophète (QSSSL) qui se trouvait à l'ombre de la Ka'ba. Lorsqu'il me vit il dit : " Ils sont perdants par le seigneur de la Ka'ba "... Je répondis qui sont ces perdants ? ". Il me répondit : " Les plus fortunés, à moins qu'ils ne dépensent leur argent par-ci, parlèrent en aumônes, mais ils sont quand même très rares. Il n'y a aucun homme qui possède des chameaux, des vaches, et des moutons et ne paye pas la zakat à leur sujet, sans que ces animaux ne viennent, au jour de la résurrection plus gros qu'ils étaient (dans ce monde) le frapper par les cornes et le fouleront de leurs sabots, de sorte que le premier, de ces animaux aura passé, le dernier reviendra, jusqu'à ce que les comptes des hommes aient été réglés ", (Rapporté par Muslim).

6- Rompre volontairement le jeûne un jour du mois de Ramadhan : Allah Le Très-Haut dit : " O les croyants ! On vous a prescrit as-Siyam comme on l'a prescrit à ceux d'avant vous, ainsi atteindrez-vous la piété. Pendant un nombre déterminé de jours. Quiconque d'entre vous est malade ou en voyage, devra jeûner un nombre égal d'autres jours. Mais pour ceux qui ne

pourraient le supporter (qu'avec grande difficulté), il y a une compensation : nourrir un pauvre. Et si quelqu'un fait plus de son propre gré, c'est pour lui; mais il est mieux pour vous de jeûner; si vous saviez ! " (Sourate 2 ; 183-184). Celui qui rompt le jeûne : manger ou boire volontairement pendant le mois de Ramadhan doit expier son péché de la façon suivante: Jeûner pendant deux mois consécutifs ou donner à manger à soixante pauvres ou affranchir un esclave croyant et ceci autant de fois que la faute est commise.

7- Ne pas accomplir le Pèlerinage à la Mecque alors que l'on a les moyens : Allah Le Très-Haut dit : " Oui, la première maison qui a été désignée aux hommes c'est bien celle de la Mecque, bénie, pour la guidée des mondes " (Sourate 3 ; 96-97). Ali Ibn Talib (qu'Allah Soit Satisfait de lui) a dit : " Quiconque possède des provisions et une monture capable de le transporter à la maison Sacrée d'Allah, mais qui n'accomplit pas le pèlerinage, qu'il meurt à l'état de juif ou de chrétien ", (Rapporté par Al-Tirmidhy).

8- Etre ingrat envers ses parents : Allah Le Très-Haut dit : " et ton Seigneur a décrété : " n'adorez que Lui; et (marquez) de la bonté envers les père et mère : si l'un d'eux ou tous deux doivent atteindre la vieillesse auprès de toi; alors ne leur dis point : " Fi ! " et ne les brusque pas, mais adresse-leur des paroles respectueuses. Et par miséricorde; abaisse pour eux l'aile de l'humilité; et dis : " O mon Seigneur, fais-leur; à tous deux; miséricorde comme ils m'ont élevé tout petit " (Sourate 17 ; 23-24).

9- Rompre les liens de parentés (ou fuir ses proches parents) : Abû Houraira (qu'Allah Soit Satisfait de lui) a rapporté que le Prophète (QSSSL) a dit : " Lorsqu'Allah est terminée de créer toutes les créatures, le lien de parenté se leva, alla chercher refuge auprès d'Allah et lui dit : " Arrête-Toi, Seigneur! C'est la requête de celui qui sollicite Ta protection contre la rupture ! Allah répondit : " Es-tu satisfait si J'accorde Mes faveurs à celui qui cherche à te sauvegarder, et si Je rejette celui qui te coupera ? ". Le lien de parenté dit alors : " Tout à fait, O Maître et Seigneur!

Allah dit : " Il en sera ainsi ! " (Rapporté par Al-Bokhari). Allah Le Très-Haut dit aussi : " Si donc vous êtes investis de pouvoir, se peut-il que vous alliez commettre le désordre sur terre et rompez vos liens de parentés ? Ceux-là, Allah les a maudits, puis Il les rend sourds, et Il aveugle leurs yeux ". (Sourate 47 ; 22- 23).

10- Pratiquer l'adultère : Allah Le Très-Haut dit : " Et n'approchez pas de l'adultère (ou la fornication). En vérité c'est une abomination et un mauvais chemin " (Sourate 17 ; 32). La punition est décrite dans la sourate 24 verset 2 : " Le fornicateur et la fornicatrice, fouettez-les chacun de cent coups de fouet et ne soyez pas pris de pitié dans l'exécution de la loi de Dieu".

11- Pratiquer l'homosexualité : Allah Le Très-Haut dit : " Accomplissez-vous l'acte charnel avec les mâles de ce monde ? Et délaissez-vous les épouses que votre Seigneur a créées pour vous ? Mais n'êtes-vous que des gens transgresseurs ? Nous le sauvâmes (le Prophète Lot), lui et toute sa famille. Sauf sa femme qui fut parmi les exterminés. Puis nous détruisîmes les autres. Et Nous fîmes pleuvoir (sur la ville de Sodome) sur eux une pluie de pierres. Et quelle pluie fatale pour ceux qui furent avertis " (Sourate 21 ; 165-173).

12- Pratiquer des prêts avec des intérêts (l'usurier) : Allah Le Très-Haut dit : " Oh les croyants ! Ne pratiquez pas l'usure en multipliant démesurément votre capital ! Et craignez Allah afin que vous réussissiez ! " (Sourate 3 ; 130). Ibn Mas'ûd (qu'Allah Soit Satisfait de lui) rapporte : " le Prophète (QSSSL) a maudit celui qui prenait le profit usuraire (l'intérêt) et celui qui le donnait ". (Rapporté par Muslim).

13- Dilapider les biens d'un orphelin dont on a la charge : Allah Le Très-Haut dit " Ceux qui dilapident les biens d'un orphelin ne font qu'emplir leurs entrailles de feu. Ils brûleront bientôt dans les flammes de l'Enfer " (Sourate 4 ; 10).

14- Pratiquer le mensonge contre Allah ou son Messager : Allah Le Très-Haut dit " El au jour de la Résurrection, tu verras les visages devenus noirs de ceux qui mentaient sur Allah " (Sourate 39 ; 60)

(A suivre)

ASSAINISSEMENT
DU FONCIER
INDUSTRIEL

330 mises en demeure établies à Ouargla

Au moins 330 mises en demeure ont été adressées aux promoteurs n'ayant pas tenu leurs engagements de concrétiser leurs projets d'investissement à travers la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'Industrie et des Mines (DIM) d'Ouargla.

Inscrites au titre de l'opération d'assainissement du foncier industriel, ces mises en demeure ont concerné 156 investisseurs ayant bénéficié d'un terrain et ne s'étant pas présentés aux services des domaines pour établir les dossiers administratifs relatifs à leurs actes, et de 107 autres détenteurs de titres administratifs sans pour autant se faire délivrer les permis de construire, a précisé le DIM, Abdelaziz Harrouz.

Dans un point de situation sur l'investissement dans la wilaya d'Ouargla, M. Harrouz a relevé que 67 promoteurs, disposant pourtant de tous leurs documents administratifs, sont également mis en demeure pour retard accusé dans le lancement de leurs projets après expiration des délais réglementaires.

L'opération d'assainissement du foncier industriel a été sanctionnée, jusqu'à la fin mai dernier, par la récupération d'assiettes foncières auprès de 57 investisseurs pour retard d'exécution de leurs projets, pour être attribuées à d'autres promoteurs "sérieux", afin de contribuer à la dynamisation de l'action de développement dans la wilaya, créer de la richesse et générer des emplois, a-t-il souligné. Quelque 1.057 projets d'investissement ont été évalués depuis 2011 dans la wilaya d'Ouargla, dans différents créneaux d'activités, notamment dans l'agro-alimentaire, le bâtiment et les travaux publics et le tourisme, selon la même source.

Quelque 205 projets ont été lancés à travers différentes régions de la wilaya d'Ouargla, tandis que 25 autres sont entrés en phase de production et générés, en 2016, plus de 1.200 emplois.

Pour le DIM d'Ouargla, l'investissement a enregistré une dynamique "appréciable" dans la wilaya, à la faveur de la promulgation de la loi 11-11 du 18 juin 2011 concernant les crédits alloués aux investisseurs, suscitant l'intérêt des investisseurs qui ont afflué aux services de la DIM pour le dépôt de dossiers.

La wilaya d'Ouargla dispose d'une assiette foncière de près de 1.311 hectares répartis sur 12 zones d'activités dédiées à l'investissement, en plus de trois zones d'expansion touristiques (ZET) de 122 hectares, selon les données de la DIM.

UNIVERSITÉ TAHRI MOHAMED DE BECHAR

Dix nouvelles structures de recherches prochainement

Dix (10) nouvelles structures dédiées à la recherche scientifique seront ouvertes aux chercheurs et étudiants dès la prochaine rentrée universitaire 2017-2018 au niveau des deux pôles de l'université Tahri Mohamed à Bechar, a annoncé le recteur de cette université.

Ces nouvelles structures, en voie d'équipement actuellement, renforceront les seize (16) laboratoires de recherches et d'application qui compte actuellement l'université ou sont inscrits pour la présente année universitaire 11.000 étudiants, dont 2.400 inscrits au titre de l'année universitaire 2016-2017, a précisé à l'APS le professeur Abbassi Boudjemaa.

"A travers l'ouverture et l'équipement de ces nouvelles structures de recherches scientifiques, nous comptons conforter et encourager les chercheurs à poursuivre leur travail, en plus de donner une réelle dynamique à la recherche scientifique dans plusieurs domaines ayant un

impact direct sur le développement de la région", a-t-il affirmé.

L'université Tahri Mohamed, qui est une institution multidisciplinaire ou tous les champs universitaires sont réunis à travers six grands secteurs d'enseignement, à savoir les sciences et technologies, les sciences commerciales et sciences de gestion, les lettres et langues, le droit et sciences politiques, les sciences humaines et sociales, en plus de la faculté de médecine, est d'un apport réel aux efforts de développement économique de la région, a expliqué le professeur Abbassi. Elle est pourvoyeuse du marché local de l'emploi de cadres et compétences universitaires, capables de relever les défis et d'être d'un apport à l'essor de cette région du sud-ouest, grâce aux 110 spécialités scientifiques enseignées en son sein et divisées en trois (03) cycles (Licence, Master et Doctorat), a-t-il ajouté.

"A titre illustratif, la faculté de médecine, ouverte depuis 2014 aux étudiants issus des wilayas du sud-ouest du pays, est un apport très important de notre université à la formation de l'encadrement médical des différentes structures hospitalières des régions de Bechar,

Tindouf, Adrar, El-Bayadh et Naâma", a soutenu le même responsable.

Ce qui devra permettre de mettre un terme définitif au déficit en praticiens de la santé dans ces régions, a-t-il souligné.

"Pour sa troisième année d'existence, cette faculté compte 183 étudiants des deux sexes et 29 en formation de résidanat, encadrés à 100% par des enseignants formés par notre Université", a encore fait savoir le professeur Abbassi.

Les deux pôles universitaires de cette institution de l'enseignement supérieure sont encadrés par un effectif global de 633 enseignants, dont 142 au titre de professeurs, qui assurent aussi l'encadrement pédagogique des 105 spécialités scientifiques enseignées au niveau de l'université de la formation continue (UFC), selon M. Abbassi.

"Les efforts de développement et de renforcement de ces facultés se sont traduits cette année par une autonomie administrative, pédagogique et financière de celles-ci, une opération qui s'est déroulée dans de bonnes conditions et qui devra leur insuffler une nouvelle et réelle dynamique", a estimé le professeur Abbassi.

"La recherche scientifique, l'un des plus importants segments des activités scientifiques et académiques de l'université, assurée à travers 16 laboratoires disposant d'importants moyens matériels et d'équipements modernes spécifiques, regroupe un total de 600 étudiants inscrits, dont 250 pour l'obtention du doctorat (système LMD) dans différents domaines et spécialités scientifiques.

Il est, en outre, proposé au cours de cette année universitaire la discussion de 78 mémoires de doctorat, dont 11 relevant du système LMD, de même qu'il a été procédé à la confirmation de 103 enseignants dans la plupart des spécialités enseignées dans cette université, selon le recteur.

Avec une bibliothèque centrale, dont le fond de lecture se compose de 236.145 ouvrages pour 72.410 titres, toutes sciences confondues, cette institution d'enseignement supérieure est d'une "large" contribution à la vulgarisation du savoir et des connaissances à toutes les catégories d'étudiants et ceux des secteurs d'activités, au titre de la formation continue de leurs personnels, assure le même responsable universitaire.

OBSERVATOIRE DE SUIVI DES DIPLÔMÉS DE L'UNIVERSITÉ DE GUELMA

Création d'une base de données concernant les diplômés

L'observatoire des relations et de suivi de l'insertion des diplômés de l'université de Guelma a permis, depuis sa création en 2016, de créer une base de données concernant 10764 diplômés entre détenteurs de licence et master dans différentes filières, a-t-on appris, lors de la cérémonie d'installation du nouveau recteur de cette université. Fraîchement élu au sein de la nouvelle Assemblée populaire nationale, Mohamed Nemamcha, ancien recteur de l'université de Guelma, a affirmé au cours d'une allocution prononcée à l'occasion, que cet observatoire a réalisé d'importants résultats en matière de connexion de l'université avec son environnement économique. Il a précisé, en ce sens, que cette structure a procédé à rassembler toutes les informations inhérentes aux diplômés ayant créé des micro-entreprises dans le cadre des différents dispositifs de l'emploi ajoutant que l'observa-

toire est composé de différents directeurs de facultés et les collectivités en sus de membres extérieurs en relation avec le secteur professionnel. Il a attesté que cet observatoire suit actuellement la situation de tous les diplômés au point de détenir même leurs numéros de téléphone personnels et leurs adresses mail. Au cours de cette cérémonie, présidée par le secrétaire général du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS), Mohamed Salah Seddiki, dans la salle des conférences du nouveau campus universitaire, ce même intervenant a indiqué, en outre, que l'activité de l'observatoire se fait parallèlement à l'élaboration de contrats de partenariat avec différents secteurs économiques publics et privés, essentiellement ceux qui activent sur le territoire de la wilaya. Il a, à ce propos, fait remarquer que ces contrats ont besoin d'une dynamisation pour attirer plus de main d'œu-

vre parmi les diplômés de l'université. De son côté, le nouveau recteur de l'université de Guelma, Dr Salah El Aggoun, a affirmé que l'université va œuvrer à poursuivre les différentes réalisations concrétisées dans le cadre de l'insertion des nouveaux diplômés universitaires en milieu socio-professionnel, considérant qu'en accompagnant l'essor qu'a connu l'université du 8 mai 1945 depuis sa création, il y a 30 ans, constitue un atout considérable pour réussir sa mission. La cérémonie d'installation du nouveau recteur, à laquelle a assisté la famille universitaire, a constitué une occasion de revenir sur les différentes réalisations concrétisées, notamment durant les 17 ans de gestion de l'ex-recteur au cours desquelles cette structure est passée du statut de centre universitaire à celui d'université avec un effectif avoisinant actuellement les 17 000 étudiants.

BOUMERDES

Production record d'agrumes

Une production record d'agrumes a été réalisée à Boumerdes au titre de la campagne de collecte achevée dernièrement, poursuivant ainsi une courbe ascendante entamée ces trois dernières années, a-t-on appris auprès de la directrice des services agricoles (DSA) de la wilaya. Une récolte globale de plus de 40.000 tonnes d'agrumes (tous types confondus) a été réalisée, cette année, soit près de 5000 tonnes de plus que l'année dernière, siège d'une production

de 35.000 tonnes, a indiqué à l'APS Farida Belakbi, qualifiant cette campagne de particulière, comparativement aux trois dernières années, durant lesquelles la production n'a pas dépassé les 39.000 tonnes, au terme de la meilleure d'entre elles.

Elle a signalé une moyenne de rendement estimée, cette année, entre 200 à 205 qx à l'hectare, contre une moyenne de pas plus de 100 à 120 qx/ha enregistrées, ces trois dernières années. Selon Mme Belakbi, cette per-

formance s'explique par plusieurs facteurs réunis, parmi lesquels les pluies enregistrées juste à temps et en quantités suffisantes, outre la disponibilité des eaux d'irrigation et des engrais, ajouté à cela le recul des maladies.

Treize variétés d'agrumes sont produites à Boumerdes, sur une surface globale de plus de 2.200 hectares, dont 1.900 ha hautement productifs, selon les données fournies par la DSA.

En termes de variétés d'oran-

ges cultivées, la Thomson navel et la Washington navel occupent la première place avec une SAU de plus de 60% de la superficie agrumicole de la région, tandis que le reste est cultivé en citron et autres agrumes.

Un millier d'agriculteurs activent dans la filière agrumicole au niveau des vergers fertiles de la Mitidja, à l'ouest de la wilaya, ainsi que d'autres surfaces moins importantes disséminées autour du périmètre de l'Oued Sebaou, Baghlia et Bordj Menail.

AUTO

Fiat ne voit pas d'impact du "dieselgate" sur ses objectifs 2018

Fiat Chrysler Automobiles ne s'attend pas à ce qu'une plainte déposée aux Etats-Unis pour une affaire du type "dieselgate" ait un impact sur ses objectifs de 2018, a déclaré vendredi l'administrateur délégué du constructeur automobile italo-américain Sergio Marchionne.



le constructeur.

En mai, le département américain de la Justice a déposé une plainte au civil contre FCA, accusé d'avoir utilisé dans 104.000 véhicules diesel vendus depuis 2014 un logiciel de manipulation des tests d'émissions polluantes, ce qui pourrait lui valoir de lourdes amendes. Fiat a proposé de revoir ses logiciels pour pouvoir continuer à vendre ses modèles diesel et d'utiliser la version modifiée pour remettre aux normes ces 104.000 véhicules. S'exprimant en marge d'une manifestation à Venise, Sergio Marchionne a dit s'attendre à ce que les autorités américaines donnent leur feu vert "beaucoup plus tôt" et non pas dans plusieurs mois à la mise à jour du logiciel incriminé proposée par

"Lorsque nous avons fait cette proposition, nous étions prêts à faire la modification immédiatement (...) maintenant cela dépend d'eux", a-t-il dit. "Nous leur parlons (...) nous pensons avoir une solution viable." Un avocat du ministère de la Justice des Etats-Unis a déclaré cette semaine que cela pourrait prendre des "semaines ou des mois" avant que les régulateurs décident d'approuver ou pas cette solution.

EFFET DE MASSE

L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a accusé Fiat Chrysler en janvier d'avoir équipé 104.000 véhicules diesel vendus aux Etats-Unis depuis 2014 d'un logiciel permettant des émissions polluantes excessives à la suite d'une enquête

menée dans la foulée du scandale du "dieselgate" qui a éclaté chez son concurrent Volkswagen. Selon des courriels datés de janvier et publiés vendredi à la demande des autorités, l'EPA avait fait savoir au groupe automobile dès novembre 2015 qu'elle soupçonnait au moins une partie de ses véhicules de disposer d'un "dispositif de manipulation" visant à contourner les tests d'émissions. Sergio Marchionne a ajouté par ailleurs que le deuxième trimestre du groupe serait conforme aux attentes et il a confirmé les objectifs pour l'ensemble de l'année. Il a précisé que le groupe n'avait fait aucune provision pour d'éventuelles amendes, ajoutant que c'était "impossible à estimer". Une partie du plan d'activité 2018, focalisé sur la refonte des marques Jeep,

Maserati et Alfa Romeo, vise à effacer la totalité de la dette du groupe et à accumuler au moins quatre milliards d'euros de trésorerie d'ici à fin de l'année. Après l'échec de ses multiples tentatives d'alliance pour FCA, notamment avec General Motors, pour partager les coûts de développement de voitures moins polluantes et plus autonomes, Marchionne s'est fixé pour objectif d'exécuter son plan 2018 avant de quitter son poste à la fin de son mandat en 2019. Il a néanmoins souligné qu'une fusion pour FCA était "incontournable à terme" afin de rester dans la course, même si elle n'avait pas forcément lieu pendant son mandat.

"La seule façon d'y arriver est de jouer sur l'effet de masse, il n'y a pas d'autre solution", a-t-il dit.

LVMH

"Aller vers la digitalisation, c'est le sens de l'histoire"

Plutôt que d'investir dans de jeunes pousses de la technologie et de les faire grandir en son sein, LVMH préfère nouer des partenariats susceptibles d'apporter des technologies innovantes à ses 70 marques de luxe.

"Aller vers la digitalisation, c'est le sens de l'histoire, nous avançons dans ce sens tout en gardant les spécificités de nos maisons et leurs savoir-faire", a déclaré à Reuters Antoine Arnault, PDG de Berluti, au deuxième jour du salon de l'innovation Viva Technology, à Paris.

Le chausseur coopère par exemple avec SmartPixels, un outil de personnalisation augmentée permettant de projeter sur la chaussure, avant sa fabrication, des dessins sous forme de tatouage du cuir.

Très exposée à l'innovation digitale, la chaîne de parfumerie Sephora a quant à elle noué une vingtaine de partenariats avec des start-up.

Un premier prix de l'innovation LVMH a été décerné vendredi à Euritech, spécialiste de l'intelligence artificielle visant à aider les distributeurs à repérer les tendances émergentes sur les réseaux sociaux.

La start-up française sera mise en relation avec les marques du groupe LVMH en vue d'une possible coopération.

"Il est important pour les start-up d'avoir le soutien de grands groupes (...) notamment dans la phase cruciale de l'exécution de leur projet, qui peut être la clé du succès", a déclaré Bernard Arnault, PDG de LVMH, lors de la remise de ce prix.

Evoquant le discours du président Emmanuel Macron, qui a estimé jeudi que la France était en train de devenir "la nation des start-up", Bernard Arnault s'est dit "très confiant dans l'avenir économique de la France".

Il a également estimé que, bien que la capitalisation boursière de LVMH soit la première de la Bourse de Paris, elle était, comparée à d'autres, "encore petite et semblable à celle d'une start-up".

"Nous serons contents quand notre capitalisation sera deux à trois fois supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui", a-t-il dit. LVMH pèse près de 116 milliards d'euros en Bourse, encore loin derrière les capitalisations de 752 milliards de dollars d'Apple ou de 461 milliards d'Amazon.

POUR DOPER SES CONTENUS VIDÉO

Apple débauche chez Sony Television

Apple a embauché deux dirigeants de Sony Pictures Television afin de développer son offre de programmes originaux de télévision, faisant un pas supplémentaire dans le secteur des studios hollywoodiens et des services de streaming.

Jamie Erlich et Zack Van Amburg, qui comptent à leur actif la production de séries comme "Breaking Bad,"

"Better Call Saul" et "The Crown," vont rejoindre Apple pour superviser tous les aspects des programmes vidéos, à indiqué le groupe de Cupertino dans un communiqué.

La firme à la pomme n'a pas donné de détails sur sa stratégie. Apple intervient sur un marché fortement concurrentiel. Amazon.com Inc et Netflix ont investi des milliards de dollars dans des pro-

ductions cinématographiques. Facebook a signé des accords avec les médias en ligne Vox et BuzzFeed afin de doper son prochain service vidéo. La semaine dernière, Apple a lancé sa première émission "Planet of the Apps", sorte de télé-crochet dédiée aux créations des développeurs. Elle est uniquement disponible sur son service payant Apple Music. Le groupe californien dispose

d'un grand avantage par rapport aux autres entreprises technologiques: un milliard d'iPhone, d'iPad et autres appareils qui fonctionnent avec son système d'exploitation mobile et qui constituent une large plate-forme de distribution. La compagnie a ainsi largement assuré la promotion de "Planet of the Apps" sur iTunes, l'App Store et son site web.

SANOFI

Impact immédiat de la décision de la Cour suprême US

La décision de la Cour suprême des Etats-Unis qui se traduira par une accélération de la commercialisation des médicaments "biosimilaires" aura un impact immédiat sur l'industrie pharmaceutique, a déclaré vendredi à Reuters le directeur général de Sanofi, Olivier Brandicourt.

La Cour suprême a annulé la semaine passée à l'unanimité une décision d'un tribunal d'instance inférieur exigeant que le groupe pharmaceutique suisse Novartis attende six mois après le feu vert de la Food and Drug Administration (FDA) avant de commencer à vendre sa version biosimilaire du médicament Neupogen de son concurrent basé en Californie, Amgen.

Cette décision de la Cour suprême a d'importantes implications pour l'industrie car elle dicte le temps pendant lequel les grands fabricants de médicaments biologiques de marque peuvent bloquer la commercialisation des copies de leurs médicaments issus de la biotechnologie.

Un biosimilaire est un médicament qui contient une version d'une substance active d'un médicament biologique déjà autorisé.

"C'était quelque chose auquel il fallait s'attendre. Avoir des biosimilaires dans un modèle très semblable à celui que les génériques amènent ou ont amené pour les petites molécules (...) reste logique, cela fait partie du business model" a déclaré à Reuters Olivier Brandicourt. "(La décision) a un impact immédiat, c'est sûr."

"Nous avons le premier biosimilaire de Lantus sur le marché aux Etats-Unis et du coup certains payeurs ont pris la décision de nous retirer de leurs formulaires de remboursement et c'est vrai qu'on en souffre", a-t-il souligné en marge du salon de l'innovation Viva Technology, à Paris.

"D'un point de vue commercial, on en souffre immédiatement mais ce que je dis aux investisseurs c'est que d'une certaine manière ce qui est en train de se passer est un peu équivalent au système de 'généralisation' des petites molécules. Il ne faut donc pas trop s'étonner que cela arrive."

Olivier Brandicourt a également fait savoir que le groupe n'avait pas suffisamment "de temps pour évaluer, dans le cadre de notre plan stratégique, les conséquences financières, s'il devait y en avoir."

AÉRONAUTIQUE

Airbus va annoncer de nouvelles ailettes pour l'A380

Airbus va annoncer de nouvelles ailettes pour l'A380 afin d'économiser du carburant avec l'espoir de doper les ventes de son très gros porteur, ont indiqué à Reuters deux sources proches du dossier.

L'avionneur européen doit en faire l'annonce la semaine prochaine à l'occasion du salon du Bourget, ont ajouté ces sources.

Des sources avaient déjà indiqué à Reuters qu'Airbus prévoyait de réaliser certaines modifications sur l'A380, dont l'ajout de saumons d'ailes (extrémités des ailes) verticaux.

"Nous avons toujours dit que l'A380 avait un potentiel d'amélioration en terme d'efficacité", a déclaré un porte-parole d'Airbus se refusant à tout autre commentaire.

SOULAGÉES PAR LA GRÈCE

Les Bourses européennes terminent en hausse

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi, les marchés saluant l'accord entre la Grèce et ses créanciers, et résistant bien malgré les difficultés du secteur de la distribution.



Après avoir digéré la décision de la Réserve fédérale américaine (Fed) mercredi, le marché a salué un compromis européen trouvé jeudi pour accorder de l'argent frais à la Grèce.

Après des semaines de désaccords et des retards à répétition, les créanciers de la Grèce, zone euro et FMI, se sont entendus jeudi sur le versement d'argent frais à Athènes, écartant le spectre d'une nouvelle crise.

L'arrivée à échéance de plusieurs contrats dérivés, ces paris pris sur l'évolution des cours des actions sur une période donnée, a aussi profité au marché. La clôture de quatre gros contrats le même jour, surnommée "la journée des sorcières", influence les cours à la hausse ou à la baisse.

Cependant, "le secteur de la distribution s'est soudainement effondré" dans le sillage de l'annonce du rachat par le géant américain Amazon des supermarchés bio Whole Foods, a souligné Alexandre Baradez, un analyste de IG France.

"Ce nouveau marché pour Amazon, qui change un peu d'environnement, laisse penser que le groupe pourrait gagner des parts de marché", ce qui inquiète la concurrence, a-t-il indiqué.

L'EUROSTOXX 50 A GAGNÉ 0,52%

La Bourse de Paris a fini en hausse vendredi, l'indice CAC 40 gagnant 46,43 points ou 0,89% à 5.263,31 points dans un volume d'échanges extrêmement élevé de 7,2 milliards d'euros.

Du côté des valeurs, le secteur de la distribution a été parti-

culièrement secoué par l'opération d'Amazon, Carrefour ayant perdu 3,22% à 22,55 euros tandis que Casino a reculé de 2,66% à 51,26 euros.

Le secteur automobile a fini en revanche bien orienté, profitant du fait que le marché européen a rebondi le mois dernier. Renault a ainsi profité (+0,94% à 82,95 euros) d'immatriculations en hausse de 10,2% des voitures particulières neuves par rapport à mai 2016 tandis que PSA a progressé de 2,07% à 18,03 euros avec des immatriculations en progression de 4,7%.

Les équipementiers comme Valeo (+0,74% à 61,01 euros) ou Faurecia (+0,37% à 46,02 euros) ont aussi bénéficié de cette tendance.

Vivendi s'est pour sa part adjugé 2,06% à 20,56 euros. Selon une note de Natixis, le groupe pourrait vendre ses parts dans Ubisoft (+0,25% à 49,92 euros) plutôt qu'augmenter sa participation dans l'éditeur français de jeux vidéo.

EDF a été soutenu (+3,99% à 10,17 euros) par un relèvement de son prix cible par JPMorgan.

A la Bourse de Londres, l'indice FTSE-100 des principales valeurs a pris 44,18 points ou 0,60% à 7.463,54 points.

Le secteur de la distribution a aussi souffert: Tesco a perdu 4,92% à 171,10 pence, Sainsbury's 3,85% à 252,30 pence et Marks and Spencer 1,88% à 345,20 pence.

Les compagnies pétrolières ont terminé en hausse, avec BP

(+1,24% à 466,65 pence) et Royal Dutch Shell (action "B", +1,55% à 2.160 pence), en raison du rebond des cours du pétrole après deux jours de forte baisse.

Le motoriste Rolls-Royce a pris 1,40% à 907,50 pence. Il a confirmé ses objectifs en indiquant avoir connu un bon début d'année 2017.

A la Bourse de Francfort, l'indice vedette Dax a clôturé en hausse de 0,48% à 12.752,73 points, celui des valeurs moyennes MDax de 0,85% à 25.229,43 points.

Les constructeurs automobiles ont continué de souffrir à cause du scandale du diesel dans tout le secteur.

Volkswagen, qui a également dévoilé vendredi la sixième génération de sa petite Polo devant faire son entrée sur les marchés européen, chinois et sud-américain à l'automne, a reculé de 0,11% à 131,20 euros.

Daimler a lâché un léger 0,08% à 65,20 euros, BMW 0,07% à 83,36 euros.

Les valeurs technologiques de l'indice, à savoir SAP (+1,22% à 94,40 euros) et Infineon (+2,44% à 19,77 euros), se sont bien redressées, malgré la poursuite d'un mouvement de correction des grands noms du secteur à Wall Street.

RWE (+1,95% à 20,16 euros) et HeidelbergCement (+0,85% à 86,25 euros) ont tous deux profité de recommandations sur leur action. La Bourse de Milan a terminé en hausse, l'indice FTSE Mib gagnant 0,45% à 20.941 points. Brembo réalise la meilleure performance (+2,54% à 13,34 euros), suivi d'Exor (+2,49% à 51,05 euros) et d'Azimut (+2,28% à 17,93 euros). Saipem a enregistré la plus forte baisse, -3,52% à 3,29 euros, suivi de BPER Banca (-3,24% à 4,176 euros) et de Yoox Net-A-Porter (-2,80% à 23,24 euros).

La Bourse de Bruxelles a terminé la semaine en hausse de 0,50%, l'indice Bel-20 des principales valeurs s'établissant à 3.908,43 points.

Parmi les 17 valeurs dans le vert, la holding GBL enregistre la meilleure performance (+2,03% à 86,76 euros).

Sofina, société géant diffèrentes participations, a pour sa

part chuté de 3,78% à 124,80 euros.

La Bourse de Madrid a clôturé en hausse de 0,56% à 10.759,4 points. Ferrovial a signé la plus forte hausse (+2,09% à 20,75 euros), suivie de Viscofan (agroalimentaire, +1,94% à 54,62 euros). Le secteur bancaire a terminé en ordre dispersé (Santander -0,56% à 5,85 euros; BBVA +0,19% à 7,31 euros)

Bankia a signé la plus forte baisse de l'indice (-2,06% à 4 euros), suivie du fabricant d'éco-liennes Gamesa (-1,95% à 19,35 euros). L'indice PSI 20 de la Bourse de Lisbonne a clôturé en légère hausse de 0,23% à 5.273,98 points. Le groupe pétrolier et gazier Galp Energia a progressé de 2,10% à 13,58 euros. Le groupe diversifié Sonae a reculé de 1,17% à 0,93 euro.

WALL STREET SANS DIRECTION

Wall Street a fini sans direction vendredi une séance dominée par les répercussions des ambitions du géant du commerce en ligne Amazon dans le commerce traditionnel: le Dow Jones a signé un record après une hausse de 0,11% mais le Nasdaq a perdu 0,22%.

Selon les résultats définitifs, l'indice vedette Dow Jones Industrial Average a pris 24,38 points à 21.384,28 points, un sommet en clôture, tandis que le Nasdaq a cédé 13,74 points, 6.151,76 points. L'indice élargi S&P 500 a gagné 0,69 point, soit 0,03% à 2.433,15 points.

"L'histoire du jour est bien sûr le rachat de Whole Foods par Amazon et cela met la pression sur le reste du secteur", a commenté Sam Stovall de CFRA.

L'intérêt d'Amazon pour les magasins "en dur" a été salué à la Bourse par une petite hausse de 2,44% à 987,71 dollars après l'annonce du rachat de la chaîne de supermarchés spécialisés dans le bio Whole Foods (+29,10% à 42,68 dollars) pour 13,7 milliards de dollars.

Désormais en concurrence quasi-frontale avec Amazon, les supermarchés Wal-Mart ont perdu 4,65% à 75,24 dollars après avoir par ailleurs annoncé l'acquisition du site de prêt-à-porter de moyenne gamme pour hommes Bonobos.

Tousjours dans la distribution, Target a chuté de 5,14% à 52,61 dollars et Costco de 7,19% à 167,11 dollars. Mis à part cette annonce, "le marché stagne sur la journée, continuant d'analyser le communiqué et la conférence de presse de la Fed plus tôt dans la semaine", a mis en avant David Levy de Republic Wealth Advisors. La Réserve fédérale (Fed) a sans surprise relevé ses taux mercredi et prévoit toujours une troisième hausse d'ici la fin

de l'année. La présidente de la banque centrale américaine, Janet Yellen, a adopté un ton jugé plutôt encourageant sur l'état de santé de l'économie américaine malgré quelques contre-performances ces derniers temps.

Les indicateurs du jour se sont d'ailleurs montrés un peu décevants avec surtout une baisse inattendue des mises en chantier de logements aux Etats-Unis en mai.

"La tendance à la baisse de la construction de logements n'augure rien de bon pour la croissance ce trimestre et cette année", a estimé l'économiste indépendant Joel Naroff dans une note.

"Ce sont de mauvais chiffres", a confirmé Ian Shepherdson de Pantheon Macro dans une note, estimant toutefois que la situation devrait s'améliorer au cours de l'été grâce "au rebond récent des demandes de crédits immobiliers".

Le moral des consommateurs a reculé en juin selon la première estimation de l'Université du Michigan.

"Le moral a reculé, mais reste plutôt élevé, tandis que les attentes sur l'inflation n'ont pas beaucoup changé dans l'ensemble", a nuancé Jim O'Sullivan de HFE dans une note.

LES MAJORS PÉTROLIÈRES REBONDISSENT

Les valeurs technologiques continuent de faire grise mine, comme depuis une semaine, avec au sein du Dow Jones Apple (-1,40% à 142,27 dollars) et Microsoft (+0,14% à 70,00 dollars). "Du fait de son rôle de chef de file, le secteur technologique restera au centre des attentions au moment où le marché se cherche une direction pour les prochaines semaines", a commenté Patrick O'Hare de Briefing dans une note.

Hors de l'indice vedette, la maison-mère de Google, Alphabet, a reculé de 0,27% à 939,78 dollars et le réseau social Facebook a pris timidement 0,56% à 150,64 dollars.

Le secteur du pétrole et du gaz s'est un peu repris après avoir beaucoup baissé dans le sillage des cours du brut. Au sein du Dow Jones, les majors pétrolières Chevron et ExxonMobil ont avancé respectivement de 1,90% à 108,35 dollars et de 1,50% à 43,49 dollars.

Les Etats-Unis ont donné leur feu vert à la fusion des groupes d'agrochimie américains Dow Chemical (+0,45% à 64,39 dollars) et DuPont (+0,37% à 82,47 dollars), dernier obstacle majeur à cette transaction devant donner naissance à un mastodonte pesant près de 150 milliards de dollars en Bourse.

Ilyas A.

Cotation hebdomadaire des billets de banque du 15 JUIN 2017

BILLET DE BANQUE	ACHAT	VENTE
US DOLLAR 1 USD	108.5215	108.5365
EURO 1 EUR	121.4139	121.4415
POUND STERLING 1 GBP	138.0329	138.0520
JAPAN YEN 100 JPY	98.9979	99.0477
YUAN HONG KONG 1 CNH	15.9718	15.9888
SWISS FRANC 100 CHF	11160.1707	11162.8613
CANADIAN DOLLAR 1 CAD	81.8598	81.8834
DANISH KRONE 100 DKK	1632.7125	1633.1839
SWEDISH KRONA 100 SEK	1245.3838	1246.1280
NORWEGIAN KRONE 100 NOK	1280.8070	1282.0433
ARAB EMIRAT DIRHAM 1 AED	29.5425	29.5547
SAUDI RIYAL 1 SAR	28.9360	28.9415
KUWAIT DINAR 1 KWD	357.6846	357.9110
TUNISIAN DINAR 1 TND	44.1382	44.5818
MAROCCAN DIRHAM 1 MAD	11.1575	11.2261

Séance de cotation des valeurs mobilières du 14 Juin 2017

	Alliance Assurance	445,00	Capitalisation boursière
	EGH El Aurassi	550,00	
Séance de cotation des valeurs du Trésor Rendement maximum 4,79 Rendement minimum 0,00	Saidal	665,00	Indice boursier théorique
	NCA-Rouiba	325,00	1 209,918

NIGER

Reconduction de 3 mois de l'état d'urgence dans l'ouest du pays

Le gouvernement nigérien a pris vendredi une ordonnance prorogant pour une durée de trois mois l'état d'urgence dans les régions de Tillabéry et de Tahoua, dans l'ouest du pays, en raison de la résurgence de l'insécurité dans la zone, a annoncé un communiqué officiel à Niamey. Le gouvernement, réuni vendredi, a décidé de proroger cette mesure pour une nouvelle période de trois mois, à compter de samedi 17 juin. L'état d'urgence couvre l'étendue des départements de Ouallam, Ayorou, Bankilaré, Abala et Banibougou (Tillabéry) et de Tassara et Tillia (Tahoua). Pour les autorités de Niamey, cette situation est la conséquence de "l'effondrement de la Libye ayant entraîné la sanctuarisation du Nord-Mali par des groupes terroristes qui se sont dispersés dans toute la sous-région, particulièrement au Niger dans les régions de Tillabéry et de Tahoua". Face à cette situation, le gouvernement a décidé d'accroître les moyens matériels et juridiques des Forces de défense et de sécurité pour combattre l'ennemi, notamment la proclamation de l'état d'urgence en mars dernier. La partie ouest du Niger subit, depuis un certain temps, des attaques meurtrières perpétrées par des groupes terroristes venus du nord du Mali, mettant en péril la sécurité des populations et l'ordre public. Pour rappel, la dernière attaque terroriste dans cette zone remonte au 1er juin dernier, au cours de laquelle six éléments des Forces de défense et de sécurité nigériennes ont été tués à Abala dans la région de Tillabéry, par des assaillants venus du Mali.

SOUDAN DU SUD

Les représentants africains saluent le plan de relance de l'accord de paix

Les représentants africains au Soudan du Sud ont salué jeudi une résolution adoptée par l'Autorité inter-gouvernementale sur le Développement (IGAD) pour relancer l'accord de paix dans le pays en guerre. Les représentants, qui ont rencontré le premier vice-président sud-soudanais Taban Deng Gai à Juba, ont accepté de poursuivre sans relâche la voie de la résolution pacifique pour mettre fin aux trois années de conflit qui ont provoqué de graves crises de réfugiés dans la région et d'immenses souffrances humanitaires. "Nous avons eu des échanges très fructueux et accueillons chaleureusement le communiqué; nous espérons que tout ce que nous avons négocié sera mis en place dans l'intérêt du Soudan du Sud mais aussi dans l'intérêt de l'Afrique et du monde", a déclaré l'ambassadeur Joram Biswaro, représentant spécial du président de la Commission de l'Union Africaine à Juba. Il a ajouté qu'ils ont également décidé de rencontrer plus régulièrement les officiels sud-soudanais pour trouver des solutions aux violences qui ont placé environ un million de Sud-Soudanais au bord de la famine. Par ailleurs, le ministre du Pétrole du gouvernement d'unité transitionnelle, Ezekiel Gatkuoth, a déclaré M. Deng avait informé les représentants africains de la mise en place de l'accord de paix d'août 2015 sous les auspices de l'IGAD pour mettre fin aux combats.

DJIBOUTI

L'UA inquiète du regain de tension entre Djibouti et l'Erythrée

L'Union africaine (UA) a fait part de son inquiétude, hier, face à la tension provoquée par la résurgence d'un différend territorial entre Djibouti et l'Erythrée à la suite du retrait de soldats du Qatar déployés dans le secteur disputé entre les deux voisins de la Corne de l'Afrique.

Le président de la commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a appelé dans un communiqué au "calme et à la retenue" après que Djibouti eut accusé l'Erythrée d'avoir profité du retrait du contingent du Qatar pour occuper la partie de territoire revendiquée par les deux pays à leur frontière.

Le retrait annoncé mercredi par le Qatar fait suite à la crise qui a éclaté entre le petit émirat gazier du Golfe et l'Arabie saoudite et ses alliés qui l'accusent de soutenir le "terrorisme" islamiste. Le Qatar - qui rejette ces accusations - n'a pas précisé les effectifs de sa force d'observation déployée en 2010 entre l'Erythrée et Djibouti.

Djibouti comme l'Erythrée entretiennent de bonnes rela-



tions avec l'Arabie et ses alliés des Emirats arabes unis et ont pris leur parti dans le conflit avec le Qatar.

Jeudi, le ministre djiboutien des Affaires étrangères, Mahmoud Ali Youssouf, avait accusé Asmara de "déployer ses forces" dans la région de Doumeira disputée entre les deux pays sur la mer Rouge. "Djibouti est un pays pacifique et nous donnons la priorité aux solutions diplomatiques", avait-il ajouté. "Mais si l'Erythrée persiste dans sa recherche de solutions militaires, Djibouti est prêt à cette éventualité".

Dans un communiqué samedi, l'Erythrée n'a pas réagi directement à ces accusations, indiquant qu'elle ne répondrait

pas aux "informations - factuelles et spéculatives - produites ces derniers jours".

"Le gouvernement érythréen fera savoir son point de vue quand il aura obtenu des informations complètes sur l'ensemble de cette histoire", a précisé le ministre de l'Information à Asmara.

Les deux voisins entretiennent des relations très différentes avec les puissances extérieures. Djibouti abrite des bases militaires française et américaine et la Chine en construit une à son tour sur le petit territoire.

De son côté, l'Erythrée est généralement considérée comme un Etat paria, tandis que le port de Djibouti sert de

débouché aux importations et exportations de l'Ethiopie, grand ennemi régional de l'Erythrée.

"La commission de l'UA, en étroites consultations avec les autorités djiboutiennes et érythréennes, a entrepris de déployer une mission à la frontière érythro-djiboutienne pour établir les faits", a ajouté l'UA samedi.

"Le président de la commission se tient à la disposition de Djibouti et de l'Erythrée pour les aider à normaliser leurs relations et promouvoir des relations de bon voisinage".

Les relations entre les deux pays de la Corne de l'Afrique s'étaient tendues après une incursion en avril 2008 de troupes érythréennes vers Ras Doumeira, promontoire stratégique surplombant l'entrée de la mer Rouge au nord de la capitale, Djibouti. Les deux pays s'étaient opposés à deux reprises en 1996 et 1999 pour cette zone.

L'Erythrée et Djibouti avaient signé en juin 2010 un accord sous les auspices du Qatar pour résoudre par un accord négocié leur conflit territorial et des soldats qatariens avaient été déployés dans les zones disputées dans l'attente d'un accord final entre Djibouti et Asmara.

MALI

Forte mobilisation contre le projet de révision constitutionnelle

Au Mali, une nouvelle mobilisation d'opposants au projet de révision constitutionnelle s'est déroulée, dans le calme, dans la matinée de ce samedi 17 juin, à Bamako. Les deux précédentes manifestations avaient été dispersées dans la violence. --Le texte devrait être soumis à référendum, le 9 juillet. Il y a eu une très grande mobilisation à Bamako et c'est la couleur rouge qui dominait. T-shirts rouges, calicots peints en rouge, cartons rouges... Vous l'avez compris, c'était une marche de colère à laquelle ont participé plusieurs milliers de personnes. "Ne touchez pas à ma Constitution. Non au référendum", ont scandé les manifestants.

Dans la foule, on reconnaît des leaders de l'opposition comme Soumaïla Cissé ou encore les anciens Premier ministres,

Modibo Sidibé et Soumana Sako. Des responsables d'associations et de jeunes leaders participaient également à cette manifestation qui s'est déroulée dans le calme.

"Au lieu de chercher à réviser la Constitution, qu'on assure d'abord la sécurité des Maliens", confie une étudiante.

Des décibels ont également été entendus. Il y avait, en effet, un groupe de rappeurs qui galvanisait la foule. Il n'y a pas eu d'incidents, mais plutôt un service d'ordre impressionnant et très professionnel.

Concernant les principaux points contestés par ces détracteurs du projet de réforme constitutionnelle, ils disent tout simplement que dans un pays divisé ou encore partiellement occupé, notamment par les jihadistes, on ne peut pas organiser un référendum.

"TROP DE POUVOIR ACCORDÉ AU PRÉSIDENT"

Ils critiquent, dans le fond, des articles de ce nouveau projet de Constitution. Ainsi, par exemple, ils disent qu'il y a "trop de pouvoir accordé au président de la République" dans l'approche de la nouvelle Constitution. D'autres personnes, interrogées par RFI, rejettent la création du Sénat, deuxième Chambre prévue dans la deuxième Constitution et qui sera donc soumise à référendum. D'autres manifestants dénoncent tout simplement "le manque de consensus" avant le référendum.

Cela dit, les manifestants ont profité de l'occasion, non pas pour dire "non" à la Constitution mais, cette fois-ci, pour critiquer durement le régime du président Ibrahim Boubacar Keïta, notamment au niveau de la gouvernance.

ETHIOPIE

Une compagnie chinoise construit un projet d'irrigation

Un projet d'irrigation de 3000 hectares construit par la compagnie chinoise Jiangxi Water and Hydropower Construction devrait être commissionné en octobre, a déclaré vendredi un officiel éthiopien. Un communiqué de Bizuneh Tolcha, directeur des Relations publiques et des Communications au ministère éthiopien de

l'Eau, de l'Irrigation et de l'Energie (MoWIE), a indiqué que le projet coûte 55 millions de dollars.

"Le projet est financé conjointement par la Banque mondiale et le gouvernement éthiopien avec à ce jour, un taux d'achèvement de 55%", a indiqué M. Tolcha. Le projet en construction dans la Zone de Gonder Sud de l'Etat régio-

nal d'Amhara devrait bénéficier à 17000 personnes et ajouter 13000 hectares supplémentaires une fois opérationnel. M. Tolcha a expliqué que le projet fait partie du plan du gouvernement éthiopien visant à assurer l'autosuffisance alimentaire et à obtenir une monnaie forte de l'exportation. "Notre ministère a à ce jour construit plusieurs projets

d'irrigation de moyenne et grande échelle représentant 450.726 hectares sur 5,3 millions d'hectares de terres irrigables que possède l'Ethiopie", a-t-il ajouté. L'Ethiopie espère que la réalisation des projets d'irrigation similaires aidera à améliorer l'image du deuxième pays le plus peuplé d'Afrique.

TUNISIE

Le limogeage de Ilyes Gharbi est contraire à la loi

Dans une déclaration publiée, samedi, à l'issue de la réunion de son bureau exécutif, le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) a estimé que le gouvernement, en décidant d'écartier le Président-directeur général de la Télévision tunisienne, Ilyes Gharbi, a renforcé sa "mainmise sur les médias publics". La décision du gouvernement est "une atteinte à la loi", ajoute le SNJT qui déplore "le peu d'égard réservé à l'opinion publique". Le SNJT considère que la décision de démettre de ses fonctions Ilyes Gharbi et de désigner Abdelmajid Mraïhi par intérim est "en totale contradiction avec le décret-loi 116 et le principe d'indépendance de l'information publique". Cette décision ne fait que la continuité de "la politique de marginalisation" de la Haute autorité indépendante de communication audiovisuelle (HAICA). Le SNJT rappelle que cette décision intervient quelques jours seulement après "la confiscation" du centre africain de perfectionnement des journalistes et communicateurs (CAPJC) et quelques mois après "les désignations parachutées et sur la base d'allégeance politique à la tête d'établissements publics d'information". Avant de prendre cette décision, ajoute le SNJT, la Présidence du Gouvernement aurait dû attendre les résultats de l'enquête administrative dont elle avait ordonné l'ouverture suite au retard d'une heure et demie enregistré, jeudi, dans la diffusion du journal télévisé. Dans un communiqué rendu public, vendredi, la Présidence du Gouvernement a annoncé que le P-dg de l'Etablissement de la Télévision tunisienne avait été démis de ses fonctions et qu'Abdelmajid Mraïhi avait été chargé de l'intérim. La Présidence du gouvernement avait ordonné l'ouverture d'une enquête administrative suite au retard d'une heure et demie enregistré, jeudi, dans la diffusion du journal télévisé. Elle avait, en outre, adressé, vendredi après-midi, un courrier à la HAICA pour connaître son avis concernant la nomination d'un nouveau Président directeur général de l'ETT, en application du décret-loi n° 2011-116 du 2 novembre 2011.

" ARAB DEMOCRACY INDEX "**Le Maroc, plus démocratique que la Tunisie**

Le classement Arab Democracy Index 2017 qui vient d'être publié place le Maroc en tant que pays le plus démocratique dans le monde arabe, suivi par la Tunisie, et ce malgré une vague de protestation qui secoue actuellement le royaume. Le classement, élaboré annuellement par l'ONG Arab " Arab Reform Initiative ", place, en effet, la Tunisie derrière le Maroc, mais souligne toutefois les bonnes performances de notre pays en matière de démocratie. L'étude montre surtout que la Tunisie affiche la meilleure progression, tandis que l'Egypte enregistre le plus grand déclin. Selon le journal l'Economiste le Maroc est classé en première position dans ce classement depuis 2008. Notons que dix pays arabes figurent dans ce classement : la Tunisie, l'Egypte, le Bahreïn, l'Algérie, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Palestine, l'Arabie Saoudite et le Maroc. Le rapport s'est basé sur différents indicateurs pour mesurer la transition démocratique, dont la liberté d'expression, le respect des droits des citoyens, l'application de la loi et la transparence du travail des organisations gouvernementales...

SAHARA OCCIDENTAL

Le groupe municipal Malaga pour le peuple appelle à reconnaître la RASD

Le groupe municipal Malaga pour le peuple vient d'appeler dans une motion déposée au conseil municipal de la ville de Malaga de promouvoir la solidarité avec le peuple sahraoui et de reconnaître le gouvernement légitime de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

Ce groupe politique propose également, dans sa motion rapportée par la presse, de reconnaître le Front Polisario comme unique et légitime représentant du peuple sahraoui reconnu par l'ONU et lui donner le statut diplomatique en Espagne.

Le groupe municipal Malaga pour le peuple exhorte par ailleurs le gouvernement central de Madrid ainsi que de la communauté internationale à promouvoir toutes les initiatives politiques nécessaires pour parvenir à une solution juste et définitive au conflit du Sahara occidental par le biais d'un



référendum d'autodétermination, conformément aux résolutions de l'ONU.

Dans leur document, les membres du groupe politique demandent également des autorités marocaines de "cesser de persécuter les militants sahraouis des droits de l'homme et de libérer tous les prisonniers politiques sahraouis". Le groupe Malaga pour le peuple demande par ailleurs aux autorités marocaines de clarifier le sort de plus de 400 personnes

sahraouies portées disparues.

Le conseiller municipal du groupe Remedios Ramos a, dans une déclaration expliquant les motivations de cette motion, rappelé comment l'Espagne a abandonné le territoire sahraoui sans achever le processus de décolonisation en plus de l'envahissement de ce territoire par le Maroc.

L'occupation illégale du territoire du Sahara occidental par le Maroc a provoqué une longue guerre qui a forcé des cen-

taines de milliers de Sahraouis à vivre en exil et pour ceux restés dans les zones, ils souffrent de la violation de leurs droits de l'homme collectif et individuel, a-t-il expliqué.

La même source souligne enfin la responsabilité administrative et historique de l'Espagne comme ancienne puissance coloniale et lui demande d'assumer sa responsabilité afin que le peuple sahraoui puisse retrouver sa liberté et retourner sur sa terre.

Le CDH appelé à protéger les ressources naturelles du peuple sahraoui

La militante sahraouie Mina Abaali a appelé l'Organisation des Nations Unies, et à travers elle le Conseil des Droits de l'homme (CDH) à Genève, à protéger les ressources naturelles du peuple sahraoui contre le pillage systématique auquel se livrent des sociétés étrangères relevant de l'Union européenne et d'autres du Maroc et à permettre au peuple sahraoui d'accéder à son droit à l'autodétermination.

Lors d'une séance plénière consacrée à l'examen du point 4 à l'ordre du jour de la 35e session du CDH de l'ONU à Genève, la militante sahraouie a condamné le fait que certaines sociétés

de pêche continuent de se livrer à leurs activités sur les côtes relevant du territoire du Sahara occidental à travers des accords conclus avec l'occupant marocain.

Il s'agit d'une "violation flagrante du droit international et du dernier arrêté de la Cour européenne de justice qui a affirmé que tout accord conclu avec le Maroc incluant les territoires du Sahara occidental sans la consultation du peuple sahraoui par l'intermédiaire de son représentant le Front Polisario est nul et non avenu et constitue une violation de la loi", a souligné la militante.

La journaliste sahraouie Ababa

Ahmida a, pour sa part, demandé au Conseil des droits de l'homme de l'ONU d'assumer son rôle à l'égard du Sahara occidental pour faire avancer le processus de règlement onusien en permettant au peuple sahraoui d'accéder à son droit à l'autodétermination conformément aux chartes et traités internationaux.

Les militantes sahraouies des droits de l'homme sont intervenues en marge de l'examen du point 4 (les situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil) à l'ordre du jour de la 35e session du CDH dont les travaux se poursuivront jusqu'au 23 juin.

PROVENANT DE L'ASIE ET D'AFRIQUE

Plus de 900 migrants secourus au large de la Libye

Plus de 900 migrants d'Asie et d'Afrique qui espéraient regagner l'Europe ont été secourus au large de la Libye par les garde-côtes, a indiqué samedi à l'AFP un porte-parole de la marine libyenne.

"Une patrouille des garde-côtes de Zawia (45 km à l'ouest de Tripoli) a intercepté vendredi à l'aube cinq canots pneumatiques et une barque en bois transportant 906 migrants", a déclaré le porte-parole de la marine libyenne, le général Ayoub Kacem. Les garde-côtes dépendent de la marine en

Libye.

Selon lui, les embarcations ont été repérées "à environ 70 milles marins au nord de Sabratha", une ville située à 70 kilomètres à l'ouest de Tripoli et qui est devenue un des principaux points de départ des migrants tentant la traversée de la Méditerranée. "98 femmes, dont sept enceintes, et 25 enfants" étaient à bord des embarcations, selon le général Kacem. "L'un des canots pneumatiques prenait l'eau et était sur le point de couler tandis que le bateau en bois était sans moteur", a-t-il ajouté.

DES TRAFIQUANTS BÉNÉFICIAIRES DE LA SITUATION

Les migrants, 44 Pakistanais, 40 Bangladeshis, 13 Egyptiens, trois Libyens, huit Marocains et de nombreuses personnes originaires d'autres pays africains, ont été ramenés au centre de rétention al-Nassr à Zawia et remis à l'organe de lutte contre la migration clandestine, a indiqué le porte-parole de la marine. Les migrants interceptés ou sauvés par les garde-côtes libyens sont généralement détenus dans des centres

de rétention en vue d'un rapatriement dans leur pays. Beaucoup se retrouvent cependant replongés dans le circuit des extorsions et des violences organisées par les réseaux de passeurs.

Les trafiquants profitent du chaos qui règne en Libye depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 pour faire passer chaque année des dizaines de milliers de migrants vers l'Europe, en leur demandant d'importantes sommes d'argent. Les côtes italiennes sont à moins de 300 kilomètres du littoral libyen.

GRÈCE

Accord pour relancer le plan d'aide avec participation du FMI

Les créanciers de la Grèce, zone euro et FMI, sont parvenus jeudi soir à un compromis pour relancer le plan d'aide à Athènes, qui patinait depuis des mois, ce qui permet le versement d'argent frais et écarte le spectre d'une nouvelle crise.



que les Européens n'auront pas formellement accordé à la Grèce un allègement de sa dette, qu'il jugent insoutenable.

En d'autres termes, le FMI accepte de renvoyer à plus tard les discussions sur la dette grecque, dont Berlin ne veut pas entendre parler avant les élections législatives de septembre, pour permettre ce déboursement à la Grèce. "Personne ne dit que c'était la meilleure solution" mais "c'est la deuxième meilleure solution", a déclaré Christine Lagarde. "Le programme est approuvé en principe, mais le déboursement n'aura lieu qu'une fois qu'un allègement de la dette aura été complètement identifié", a-t-elle insisté, précisant que le FMI participerait à hauteur de 2 milliards de dollars (1,8 milliard d'euros). En signe de leur bonne volonté et afin de satisfaire la Grèce, les ministres de la zone euro ont accepté de donner "des précisions" sur les mesures d'allègement possibles de sa dette "à la fin du programme" en 2018, mais "à condition que celui-ci ait été mis en œuvre avec succès", a précisé Jeroen Dijsselbloem. "Il y a plus de clarté à l'issue de cet Eurogroupe à la fois pour le peuple grec et les marchés financiers", s'est satisfait le ministre grec des Finances Euclide Tsakalotos. "Cet accord a été rendu possible grâce à l'état d'esprit positif de chacun des acteurs autour de la table", a estimé le ministre de l'Economie Bruno Le Maire. Ce dernier est arrivé à l'Eurogroupe avec une proposition qui a selon lui "été un facteur de compromis pour l'ensemble des parties": un mécanisme permettant "d'adapter le rythme des remboursements de la Grèce à ses capacités de paiements", c'est-à-dire à sa croissance. "Nous nous dirigeons maintenant vers les dernières années du programme de soutien financier à la Grèce", a souligné M. Dijsselbloem.

"Nous allons préparer une stratégie de sortie pour permettre à la Grèce de tenir à nouveau sur ses jambes dans le courant de l'an prochain", a-t-il conclu.

LA BALLE DANS SON CAMP

Le gouvernement grec affichait vendredi sa satisfaction après l'accord conclu avec les

créanciers, mais pour les analystes le compromis trouvé renvoie la balle aux Grecs, qui devront faire de nouveaux efforts pour sortir de la crise. La relance par l'Eurogroupe du plan de redressement "ouvre la voie pour le retour sur les marchés", "pour la sortie définitive de la crise", s'est félicité vendredi soir le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, lors d'un bref message télévisé. Les créanciers, UE et FMI, ont envoyé aux marchés "un clair signal de confiance(...)" nous pouvons désormais rester sur nos pieds et nous allons y arriver", a-t-il assuré. Cette lecture était toutefois nuancée par les analystes, alors que M. Tsipras a bataillé pendant des mois pour arracher la garantie d'un allègement de la dette grecque, consentant pour ce faire à un énième durcissement, jusqu'en 2022, de la purge budgétaire infligée au pays depuis 2010.

PARTIE NULLE MAIS GÉRABLE

Le risque d'un Grexit "a encore été réduit" mais M. Tsipras "n'a rien gagné", "la balle est revenue dans le camp grec", à charge pour le pays de s'extraire du marasme, estime pour l'AFP le directeur du think tank Iovos du patronat grec, Nikos Vettas. Il juge toutefois la situation "politiquement gérable" pour M. Tsipras du fait de "l'immense lassitude" des Grecs et de l'absence d'alternative politique discernable. A la question revenant en boucle sur les médias grecs vendredi du "verre à moitié plein ou à moitié vide", Panayotis Petrakis, professeur d'économie à l'Université d'Athènes apporte aussi une réponse équilibrée. "L'accord est positif et permet d'aller de l'avant", affirme-t-il. Avant d'ironiser sur "l'avenir miraculeux" se dessinant selon lui pour la Grèce après la décision de l'Eurogroupe, qui fixe des objectifs budgétaires élevés au pays jusqu'en ... 2060. "Il y aura beaucoup de choses à faire" pour tenir ces engagements" et "beaucoup de questions ont été laissées en suspens", sur la dette, ajoute-t-il. Au titre des avancées, M. Petrakis cite l'adoption par la zone euro du plan français liant un éventuel allègement sur la dette aux performances de croissance, ainsi que le déblocage d'une tranche de prêts plus

importante que prévu.

De quoi, selon lui, permettre de réinjecter des liquidités dans l'économie, une fois remboursés les quelques 7 milliards de créances dues en juillet, et compenser le renvoi à plus tard des perspectives d'inclusion de la Grèce dans le programme d'assouplissement qualitatif (QE) de la Banque centrale européenne.

PAS DÉFINITIF

Le président français Emmanuel Macron a salué vendredi "le bon accord" conclu la veille entre la Grèce et ses créanciers pour éviter à Athènes une nouvelle crise, tout en soulignant que cet accord n'était "pas définitif". "Il était important d'avoir cet accord, à ce stade, pour avoir les financements nécessaires et accompagner la Grèce dans les réformes qu'elle vient d'accomplir et qui étaient des réformes difficiles", a déclaré le président de la République lors d'une conférence de presse commune avec le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy, à l'issue d'un déjeuner à l'Élysée. Ce dernier a également salué "un accord très positif". "La Grèce doit respecter ses engagements. Je crois qu'elle fait un grand effort dans ce sens, qu'elle travaille bien", a relevé M. Rajoy. Après des semaines de désaccords et des retards à répétition, les créanciers de la Grèce, zone euro et FMI, se sont entendus jeudi sur le versement d'argent frais à Athènes, écartant le spectre d'une nouvelle crise. Les Grecs n'obtiendront pas, dans l'immédiat, les mesures d'allègement de leur dette colossale (179% du PIB) qu'ils réclament depuis des mois, mais le nouveau déboursement accordé à la Grèce, qui s'élève à 8,5 milliards d'euros, lui permettra de rembourser en extremis plus de 7 milliards d'euros de créances dues en juillet, repoussant le risque d'une crise estivale. M. Macron a d'ailleurs lui-même tenu à souligner que "cet accord", conclu "au niveau des ministres des Finances", n'était "pas définitif". "Plusieurs propositions techniques durant ces semaines de discussions ont été faites. La France en a portées" mais "il nous faudra de toutes façons dans les prochains mois, revenir sur le sujet de la Grèce. Et immanquablement les solutions que la France a pu proposer pour aller au-delà reviendront", a-t-il expliqué.

La directrice générale du FMI, Christine Lagarde, a de fait éloigné cette perspective en réitérant à l'issue de l'Eurogroupe qu'en l'état, la dette grecque n'était pas viable. Pour M. Vettas toutefois, la porte a été entrouverte pour une telle percée, dont M. Tsipras a longtemps fait une priorité pour amadouer marchés et investisseurs, "après l'été". La BCE a de fait salué une "première étape en vue d'assurer la soutenabilité de la dette". Mais le flou de la dette du pays ne lui permet pas d'intégrer le programme de rachat de dettes (QE) de la BCE, a indiqué vendredi une source financière. "Nous

avons besoin de plus de clarté sur la dette avant d'inclure la Grèce dans le programme de rachat d'actifs", a indiqué cette source.

MENACE DE MADRID

Madrid a menacé vendredi d'opposer son veto au déboursement d'une nouvelle tranche d'aide à Athènes si la justice grecque ne cesse pas ses poursuites contre trois experts des privatisations, dont un Espagnol, chargés de conseiller la Grèce. "Le déboursement de l'aide à la Grèce va être bloqué" si la justice grecque ne cesse pas ses poursuites, a martelé le ministre espagnol des Finances, Luis de Guindos, en arrivant à une réunion des 28 grands argentiers à Luxembourg. M. de Guindos a indiqué que lui-même et son homologue italien Pier Carlo Padoa-Schioppa avaient cela "très clairement" lors d'une réunion des 19 ministres des Finances de la zone euro jeudi, à l'issue de laquelle a été décidé le principe d'un déboursement de 8,5 milliards d'euros d'aide à la Grèce.

Cette affaire concerne trois experts, un Espagnol, un Italien et un Slovaque, conseillers pour l'Agence grecque des privatisations (Taiped), créée dans le sillage de la crise de la dette en 2011. La justice grecque avait engagé des poursuites contre ces derniers après des irrégularités dans la vente de 28 propriétés immobilières de l'Etat grec. Depuis 2016, une loi garantissant une immunité aux experts étrangers assistant la Grèce, mais elle n'a pas d'effet rétroactif. Le déboursement des 8,5 milliards d'euros d'aide à la Grèce doit encore recevoir l'aval du conseil des gouverneurs du Mécanisme Européen de Stabilité (MES) -- fonds de sauvetage de la zone euro --, dans lequel siègent les 19 grands argentiers de la zone euro. Ce versement d'argent frais doit permettre à Athènes de rembourser en extremis plus de sept milliards d'euros de créances dues en juillet. M. de Guindos a réclamé avant le feu vert au déboursement "une solution définitive sur la situation des trois experts". La procédure contre eux est "totalement inadmissible", a-t-il dit. "Nous allons trouver une solution en temps voulu, nous ferons tout ce qui est possible dans le cadre des limites de l'Etat de droit et dans le respect de l'autorité de la justice", a réagi auprès de l'AFP une source gouvernementale grecque. Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a de son côté manifesté un certain soutien à son confrère espagnol.

"Nous avons envoyé ces experts pour qu'ils conseillent le fonds de privatisation", a-t-il dit. "Il leur avait été promis dès le départ l'immunité", a ajouté le grand argentier allemand, pour qui ce genre d'assurance doit être tenu. "Personne ne s'immisce dans l'état de droit grec", a-t-il ajouté, battant en brèche toute accusation potentielle de tentative d'influencer la justice de ce pays.

Synthèse Mustapha S.

DEUXIÈME MEILLEURE SOLUTION

Pour parvenir à un compromis, le FMI a accepté d'adoucir ses exigences: il donne son "accord de principe" à sa participation au plan d'aide, comme le réclamait l'Allemagne, mais il ne déboursa pas un centime tant

IRAK

Début de l'assaut pour chasser l'EI de son dernier carré à Mossoul

Les forces irakiennes ont lancé hier l'assaut pour chasser le groupe jihadiste Etat islamique (EI) de la vieille ville de Mossoul, dont la reprise leur permettrait en principe de contrôler la totalité de la deuxième cité d'Irak.

Cette zone, dont la reconquête s'annonce ardue et où sont pris au piège quelque 100.000 civils, est située dans l'ouest de la ville, dernier grand fief urbain de l'EI en Irak. Elle est l'objectif ultime des forces gouvernementales qui, avec le soutien crucial de l'aviation de la coalition internationale antijihadistes dirigée par les Etats-Unis, ont réussi depuis février à reprendre, selon le commandement irakien, 90% de la partie ouest de Mossoul. Elles ont déjà reconquis fin janvier la partie orientale de cette cité du nord de l'Irak. La grande majorité des jihadistes restés à Mossoul sont retranchés dans la

vieille ville qui est encerclée par l'armée. Située sur la rive occidentale du Tigre, fleuve qui coupe la cité en deux, cette zone est un dédale de petites rues fortement peuplé, guère propice à l'avancée des blindés et où l'usage d'armes lourdes risque de mettre en péril la population civile. "Les forces de l'armée, du contre-terrorisme et de la police fédérale ont lancé l'assaut sur la vieille ville", a annoncé le chef des opérations, le général Abdelamir Yarallah, dans un communiqué. "Les frappes aériennes ont commencé juste après minuit. Les opérations terrestres contre des parties de la vieille ville ont elle débuté à l'aube", a pour sa part précisé un officier du commandement des opérations. Dimanche, le crépitement des tirs de mitrailleuses pouvait être entendu jusque dans la partie orientale de Mossoul. Des colonnes de fumée étaient visibles au dessus de la vieille ville. Dans la partie orientale, les gens vauquaient normalement à leurs occupations. Les magasins étaient ouverts tandis que les élèves et les employés se rendant à l'école ou à sur leur lieu de travail étaient pris dans des embouteillages.

CRAINTE POUR LES CIVILS

Une reconquête de la vieille ville est cruciale pour la reprise à l'EI de la totalité de Mossoul tombée en juin 2014 aux mains de l'organisation ultraradicale. Appuyées par la coalition internationale antijihadistes, les for-

ces irakiennes ont lancé le 17 octobre 2016 leur vaste offensive pour chasser l'EI de Mossoul. "Plus de 100.000 civils pourraient être encore retenus dans la vieille ville... Ces civils sont en fait essentiellement retenus comme boucliers humains", a déclaré vendredi le représentant du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés en Irak, Bruno Geddo. Il a expliqué que l'EI a capturé des civils à l'extérieur de Mossoul et les a fait venir de force dans la vieille ville. "Nous savons que l'EI les a pris avec eux" alors qu'ils fuyaient des combats. Sans eau ni nourriture, privés d'électricité, ces civils "vivent dans une situation croissante de pénurie et de terreur", a-t-il dit, précisant que des snipers tentent de tuer ceux qui essaient de quitter la zone sous contrôle des jihadistes. Depuis le début de l'offensive, 862.000 personnes ont été déplacées de Mossoul. 195.000 d'entre elles sont toutefois revenues dans la ville, essentiellement dans l'est. Au total, 667.000 civils sont toujours déplacés et vivent dans des familles d'accueil ou dans les 13 camps érigés par le HCR.

LES ÉTUDIANTS PASSENT LEURS EXAMENS DANS UN CHAMP DE RUINES

Dans un paysage de désolation, au milieu de bâtiments calcinés ou en ruines, la vie reprend doucement ses droits à l'université de Mossoul où des étudiants ont réinvesti les salles de cours après trois ans de règne jihadiste. "Un mois à peine

après notre libération, j'étais déjà de retour", témoigne pleine d'enthousiasme Sanaa Nafeh, le visage ceint d'un voile bleu, quelques minutes avant le début de son examen d'anglais. "Je me sens soulagée malgré toute la destruction sous mes yeux", poursuit cette étudiante irakienne de 21 ans. A l'entrée de l'université, des responsables de la sécurité fouillent les étudiants et contrôlent leur identité. Des travailleurs s'activent pour nettoyer les pelouses et les allées bordant les bâtiments aux murs noirs. L'immense campus accueillait près de 40.000 étudiants avant la prise en juin 2014 par le groupe Etat islamique (EI) de la ville du nord de l'Irak. Une partie de l'université a continué à fonctionner sous les jihadistes mais la plupart des étudiants à cette époque étaient des proches de gens de l'EI, selon un employé de l'administration s'exprimant sous le couvert de l'anonymat. Au cours des dernières années, "nous, les femmes, restions à la maison", se remémore Sanaa Nafeh. "Au début, il y avait de l'électricité, nous recevions les infos et je pouvais télécharger des livres", raconte-t-elle à l'AFP. Mais après quelques mois, "internet a été coupé et il ne me restait plus que mon imagination pour ressentir ce qui se passait dans le monde". Aujourd'hui, seuls les étudiants en sciences humaines ont fait leur retour. Les facultés scientifiques, aux effectifs plus importants, restent elles fermées pour le moment.

Ikram A.

BREXIT

L'exécutif britannique, affaibli, plonge dans des négociations historiques

Près d'un an après le référendum sur l'UE, les négociations sur le Brexit débutent aujourd'hui dans un contexte difficile pour Theresa May, affaiblie par son revers aux législatives et les critiques sur sa réaction à l'incendie de la tour Grenfell. Le ministre britannique du Brexit David Davis retrouvera le négociateur en chef pour la Commission européenne Michel Barnier à Bruxelles pour démarrer ces discussions destinées à détricoter 44 ans de mariage.

C'est le 23 juin 2016 que les Britanniques avaient opté à près de 52% en faveur d'une sortie du giron européen, provoquant la stupeur des capitales européennes et un séisme politique au Royaume-Uni dont les répliques se font toujours sentir.

La Première ministre britannique Theresa May elle-même en est le grand témoin. Ou la victime. Désignée en juillet 2016 par le parti conservateur pour remplacer David Cameron, balayé par la vague Brexit, cette ancienne ministre de l'Intérieur s'est retrouvée aux commandes d'un pays profondément divisé et confronté à des enjeux politiques, économiques et diplomatiques dont l'ampleur a de quoi donner le vertige.

Encore très populaire au mois d'avril, la dirigeante de 60 ans a perdu en quelques semaines tout ou partie de son crédit. Au point que le camp conservateur s'interroge sur sa capacité à mener à bien les discus-

sions avec l'UE tandis que les éditorialistes ne se demandent plus si elle va partir... mais quand elle partira.

PREMIÈRE MINISTRE EN SURSIS

Il y a d'abord eu les élections législatives anticipées du 8 juin, au terme desquelles Mme May a perdu sa majorité absolue au Parlement, après une campagne dont le Daily Mirror se demande s'il ne s'agissait pas de la "pire" de l'histoire. Puis sa réaction au terrible incendie de la tour Grenfell à Londres. Alors que le pays est sous le choc, la Première ministre se rend sur place sans rencontrer la population. Elle le fera le lendemain, mais trop tard: elle est accusée de n'avoir pas su prendre la mesure de ce drame qui a fait des dizaines de morts.

Pour le journal conservateur The Times, c'est la goutte de trop: "Plus vite Theresa May partira, mieux ce sera". Le Royaume-Uni abordera donc les négociations les plus importantes de son histoire récente dirigé par un exécutif très fragilisé, ne disposant même pas de la garantie absolue qu'il passera le vote de confiance à la reprise des travaux parlementaires mercredi. Au même moment, les inquiétudes augmentent sur le plan économique, avec une consommation des ménages, habituellement moteur de la croissance du pays, à la peine depuis le début de l'année pour cause d'inflation liée à la chute de la monnaie britannique depuis la décision du Brexit.

QUEL BREXIT?

Un situation qui a conduit des responsables conservateurs à appeler Mme May à renoncer au Brexit "dur" qu'elle prône, soit une sortie du marché unique européen afin de reprendre le contrôle de ses frontières et de limiter l'immigration européenne. Parmi les voix discordantes, le ministre des Finances Philip Hammond a affirmé vendredi que "la priorité" des négociations sera de protéger les emplois et la croissance. Mais pour le moment, "rien n'a changé", a affirmé M. Davis. Côté UE, M. Barnier a déjà en tête un calendrier précis pour le déroulement des négociations, dévoilé fin mai dans un document interne de la Commission européenne. La première étape devra être consacrée à trouver un accord sur trois dossiers érigés en priorités par les 27: le sort des expatriés européens au Royaume-Uni et des Britanniques installés dans l'UE, la question de la frontière irlandaise, et le "règlement financier", c'est-à-dire le paiement par Londres de tous les engagements financiers déjà pris au sein de l'UE. Londres est supposé quitter l'UE fin mars 2019, soit deux ans après le déclenchement officiel de la procédure de sortie par Mme May, le 29 mars. Pour mener à bien les négociations, le gouvernement a annoncé samedi que la session du Parlement durerait exceptionnellement deux ans, contre un an normalement.

Nawel Z.

POUR LE SECOND TOUR DES LÉGISLATIVES Les Français aux urnes

Les Français ont voté ce dimanche pour le second tour des législatives, dernier chapitre de la séquence électorale du printemps qui a vu la consécration d'Emmanuel Macron. Toute la question est de savoir quelle sera l'ampleur exacte de la majorité présidentielle, une semaine après le premier tour qui s'est traduit par une vague en faveur des candidats de La République en marche et le reflux des formations traditionnelles - Parti socialiste, Les Républicains et Front national.

L'autre enjeu de ce second tour porte sur le niveau de la participation, alors que le premier tour s'est soldé par une abstention de 51,30%, un record pour des législatives sous la Ve République.

Le chef de l'Etat français a voté vers 09h00 (07h00 GMT) au Touquet sans son épouse, Brigitte, puis a présidé en fin de matinée au Mont-Valérien, près de Paris, une cérémonie marquant le 77e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle.

Son Premier ministre, Edouard Philippe, a voté en tout début de matinée au Havre. Plusieurs des ministres en lice pour ces législatives ont également glissé leur bulletin dans l'urne dans la matinée: Richard Ferrand (candidat dans le Finistère), Christophe Castaner (Alpes-de-Haute Provence), Bruno Le Maire (Eure). Alors que les habitants de plusieurs départements et territoire d'Outre-mer et les Français de l'étranger vivant sur le continent américain ont voté samedi, la ministre des Outre-mer Annick Girardin, qui était arrivée à égalité au premier tour avec un adversaire local à Saint-Pierre-et-Miquelon, a été réélue avec 136 voix de plus que son concurrent.

Selon les dernières projections des instituts de sondage, le parti du nouveau chef de l'Etat, allié au MoDem, pourrait obtenir de 430 à 470 sièges sur les 577 que compte l'Assemblée nationale.

La coalition de droite composée de LR et de l'UDI serait réduite à moins de 100 députés, celle constituée du PS et de ses alliés de gauche à une trentaine, peut-être moins. La France insoumise pourrait en obtenir de cinq à 17 et le FN une poignée.

"Aucun risque d'absolutisme", a déclaré Emmanuel Macron, mercredi, en conseil des ministres, tandis que ses adversaires politiques ont brandi la menace d'une majorité toute puissante comme argument électoral.

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, appelle d'ailleurs une nouvelle fois Emmanuel Macron et Edouard Philippe à "partager le pouvoir", dans un entretien au Journal du Dimanche.

"Le concentrer ne serait pas sans risques et sans difficultés tant les fractures sociales et territoriales sont réelles", estime-t-il.

Les bureaux de vote ont été ouverts jusqu'à 18h00 (16h00 GMT) et jusqu'à 20h00 (18h00 GMT) dans les grandes villes.

Le scrutin se déroule une nouvelle fois sous haute surveillance, 50.000 policiers et gendarmes, auxquels s'ajoutent les 7.000 militaires de l'opération "Sentinelle", étant mobilisés pour assurer la sécurité des 67.000 bureaux de vote.

Nawel Z.

LIGUE 1 FRANCE

James Rodriguez, le plan B du PSG

L'intérêt de Paris pour James Rodriguez - et inversement - est avéré. Jorge Mendes, l'incontournable agent des stars du ballon rond, a noué contact de longue date avec le président Al-Khelaïfi. Et il était encore question d'un rapprochement entre les deux parties il y a quinze jours lorsque les deux hommes se sont croisés à Cardiff, en marge de la finale de la Ligue des champions. C'est encore plus vrai depuis qu'Antero Henrique, à l'origine de l'arrivée du Colombien en Europe, en 2010, alors qu'il officiait au FC Porto, a hérité de la direction sportive du PSG. Si l'état-major parisien n'avait une autre cible en tête, l'affaire serait peut-être déjà entendue. Ce en dépit des (hautes) prétentions du Real, qui réclamerait pas moins de 70 millions d'euros pour laisser libre l'ancien Monégasque. Zinedine Zidane, qui le cantonne au rôle de joker à Madrid, ne le retiendra pas. Et les renforts offensifs de sa trempe ne courent pas les mercatos. James Rodriguez - plus qu'un Cristiano Ronaldo dont le recrutement par le PSG s'apparente aujourd'hui à de la fiction - reste donc dans le viseur des champions de France déchus. Si et seulement si le dossier Kylian Mbappé n'aboutit pas. Car depuis que les cas Alexis Sanchez et Pierre-Emerick Aubameyang sont tranchés - le premier étant trop gourmand, le second ne faisant pas l'unanimité - le meilleur espoir UNFP de la saison écoulée est bien devenu la priorité du club de la capitale. Unai Emery ne s'en cache pas dans la presse espagnole, vantant les mérites du phénomène de la Mirapauté tout en soulignant l'intérêt commun que trouveraient l'attaquant international et son équipe dans une éventuelle collaboration. En attendant, le PSG, loin d'être favori pour rafler une telle mise, prend bien soin d'assurer ses arrières selon Le Parisien. En maintenant un lien permanent avec l'entourage de James...

LIGUE 1 MOBILIS

Le RC Relizane saisira mardi le TAS pour espérer récupérer trois points

Le RC Relizane, relégué en Ligue 2 Mobilis de football au terme de la saison 2016-2017, déposera mardi un recours au niveau du Tribunal arbitral du sport (TAS) pour espérer récupérer trois points que lui avait détalqués la Ligue de football professionnel (LFP) en début de saison pour non-paiement de salaires de ses anciens joueurs.

"Nous allons déposer un recours mardi au niveau du TAS pour faire valoir nos droits. Nous avons des preuves tangibles qu'il y avait des clubs qui n'ont pas payé leurs anciens joueurs sans être sanctionnés. Le verdict du TAS sera prononcé deux semaines après le dépôt du recours, nous sommes très confiants", a affirmé le président du RCR Mohamed Hamri lors d'un point de presse tenu vendredi soir au stade Zoughari-Tahar.



Le RCR, qui a terminé 14e du championnat clôturé mercredi, synonyme de relégation, espère récupérer trois points et ainsi éviter le purgatoire.

Le Rapid a terminé à égalité de points avec l'USM El Harrach, qui ne doit son salut qu'à un meilleur goal-averaging à la fin de la phase aller.

La direction relizanaise est parvenue par la suite à s'acquitter de toutes ses dettes dans ce

registre, mais sans que cela ne lui permette de récupérer les points retirés.

"Nous avons déjà introduit un recours auprès de la Fédération algérienne (FAF) mais notre espoir reste le TAS. Si nous ne serons pas rétablis dans nos droits, nous allons boycotter la compétition la saison prochaine d'autant que l'équipe ne mérite pas un tel sort", a-t-il ajouté. Par ailleurs,

le premier responsable du RCR n'a pas tari d'éloges sur l'entraîneur tunisien Moez Bouakaz "qui a effectué un excellent travail tout au long de la saison et nous espérons le garder en vue du prochain exercice".

De son côté, le président de la LFP Mahfoud Kerbadj a indiqué vendredi que son instance prendra les "décisions qui s'imposent" si le recours du RC Relizane venait d'aboutir.

MERCATO

Ishak Belfodil refuse Trabzonspor

L'attaquant international algérien du Standard de Liège Ishak Belfodil, a décliné une offre parvenue du club turc de Trabzonspor, rapporte samedi le quotidien la Dernière Heure. Le joueur, attendu lundi pour les traditionnels tests d'intersaison, n'a quasiment aucune chance d'aligner une deuxième saison en bord de Meuse, ajoute le même média.

Le club turc de Trabzonspor s'est renseigné auprès de l'entourage du joueur. Mais il y a peu de chances que l'Algérien prenne la route de la Turquie cet été. « Belfodil aspi-

rerait à rejoindre un plus grand championnat et le fait que Trabzonspor ne disputera aucune compétition européenne la saison prochaine peut également constituer un motif de refus », explique la Dernière Heure. Les Allemands du Bayer Leverkusen et les Espagnols du Celta Vigo veulent également s'attacher les services du buteur algérien.

Belfodil (25 ans) avait rejoint l'été dernier le Standard de Liège en provenance de Bani Yas (Emirats arabes unis) où il a joué pendant une année.



TENNIS

Pourquoi Nadal ne gagnera pas Wimbledon

Comme Roger Federer, Rafael Nadal, qui vient à tout juste 31 ans d'accrocher à Roland-Garros un 10e titre à son palmarès, arrive à un âge où le champion espagnol se connaît parfaitement. Et parce qu'il sait ménager un corps, qui a su le rappeler à l'ordre il n'y a pas si longtemps, le Majorquin, après son effort parisien, aussi facile a-t-il pu paraître, choisit de renoncer à sa participation au tournoi sur gazon de Queen's (19-25 juin), passage presque obligé avant le grand rendez-vous de Wimbledon, 3e levée du Grand Chelem.

"J'AI DÉCIDÉ DE REPOSER MON CORPS"**RAFAEL NADAL (N°2 MONDIAL)**

"Je suis vraiment désolé d'annoncer que je ne serai pas en mesure de disputer le Queen's la semaine prochaine", explique dans un communiqué publié sur le site du tournoi londonien un "Rafa" qui, avant de s'adjuger la fameuse "Decima" à Roland-Garros, avait aussi enchaîné des succès à Barcelone, ainsi que dans les Masters 1 000 de Madrid et Monte-Carlo. "Je suis triste d'avoir à prendre cette décision parce que j'adore le Queen's, que j'ai

remporté le tournoi en 2008 et qu'à chaque fois que j'ai joué la finale de Wimbledon, j'étais allé au Queen's avant, rappelle-t-il. J'espérais prendre quelques jours de repos et être prêt, mais, à 31 ans et après une longue saison sur terre battue et toutes les émotions vécues à Roland-Garros, et après en avoir parlé avec mon équipe et mon médecin, j'ai décidé de reposer mon corps afin d'être prêt pour Wimbledon."

La voie de la sagesse pour Nadal qui, en effet, était toujours passé par le Queen's, avant de disputer ces cinq finales à Wimbledon (défaites en 2006, 2007 et 2011, victoires en 2008 et 2010). Les fans de l'Espagnol peuvent toutefois se rassurer. Roger Federer lui-même, qui a fait de la prochaine quinzaine londonienne son "grand objectif de la saison", comme Nadal l'avait fait à Paris, désigne ce dernier comme l'un de ses premiers rivaux sur le gazon du All England: "C'était son grand objectif (Roland-Garros) comme c'est le mien pour Wimbledon. (...) Rafa vient de montrer de quelle manière il l'a fait, même si ce n'est pas idéal pour moi qu'il vienne à Wimbledon avec tant de confiance en lui (sourires)."

FEDERER DE RETOUR À STUTTGART AVEC WIMBLEDON DANS LA MIRE

On l'avait quitté tout sourire le 2 avril sous le soleil de la Floride: Federer venait de remporter un 91e tournoi ATP, le Masters 1000 de Miami contre l'Espagnol Rafael Nadal, qu'il avait déjà battu en cinq sets en finale de l'Open d'Australie. Son troisième titre de l'année, si l'on rajoute le Masters 1000 d'Indian Wells décroché fin mars. Depuis, la Suisse a laissé les projecteurs des médias se braquer sur son rival majorquin pour la saison de terre battue, que le gaucher de Manacor a brillamment conclu avec la Decima tant recherchée: un dixième titre à Roland-Garros dimanche à Paris. Place désormais aux rares semaines sur herbe, le jardin préféré de Federer. Une période qui est rallongée d'une semaine cette année, ce qui n'est pas pour lui déplaire. "Il y a de plus en plus de joueurs qui abordent Wimbledon sans aucun match sur gazon ou seulement une semaine de préparation. Le gazon est une surface très traditionnelle, et le plus grand tournoi du monde se joue sur herbe, à Wimbledon", glisse-t-il malicieusement.

Il codétient avec l'Américain Pete

Sampras le record de victoires à Londres, avec sept sacres. Et vise désormais un huitième triomphe pour s'inscrire encore un peu plus dans la légende du tennis et du sport. "Wimbledon est mon grand objectif. Ça l'était déjà en début de saison", confie-t-il avant son entrée en lice mercredi. D'ici les premiers échanges sur le gazon londonien, il va falloir retrouver le rythme de la compétition. "Je suis champion du monde de l'entraînement, mais ce n'est pas ce que je veux être. Je veux être champion sur les courts, en match", explique-t-il avec le sourire. "Je vais donc suivre un programme normal pour la seconde partie de la saison. Maintenant, il faut jouer des matches et c'est le début ici." Stuttgart devrait lui permettre d'avancer dans le tableau, avec une montée en puissance programmée: une première rencontre contre l'Allemand Tommy Haas, pour franchir la symbolique barre des 1.100 victoires. Par la suite, il pourrait croiser le Tchèque Tomas Berdych en demi-finales, avant une éventuelle finale, contre son clone et cadet de neuf ans, le Bulgare Grigor Dimitrov, 12e mondial et surnommé Baby Federer pour son mimétisme avec le Suisse.

Chorba mkatfa

Ingrédients

Pour la pâte:

- " semoule fine (1 petit bol)
- " sel
- " eau

Pour la sauce

- " 1 oignon
- " 2 à 3 cuillères à soupe de concentré de tomate
- " ail
- " une poignée de fèves sèches
- " une poignée de lentilles
- " un peu d'huile
- " sel, poivre noir, paprika

Etapes de réalisation

1. faites bouillir les lentilles et les fèves
2. dans une marmite, faites mijoter l'huile l'ail l'oignon, et la tomate en conserve
3. ajoutez le bouillon de fève et lentilles
4. si vous aimez le piquant vous pouvez ajouter un piment 5 couvrez d'eau

6. maintenant on prépare la pâte: mouillez le mélange semoule et sel d'un peu d'eau, juste pour former une boule de pâte,

7. puis faites rouler cette pâte juste un peu, et laissez reposer.

8. étalez bien la pâte tout en parsemant de maïzena pour que la pâte ne colle pas

9. formez un boudin en roulant la pâte sur elle même

10. à l'aide d'un couteau coupez de fines lamelles.

11. quand la sauce est bien bouillante, on fait passer les lamelles de m'katfa au tamis pour faire enlever le surplus de maïzena

12. et on met dans la marmite, juste le temps de cuire, et on éteint le feu

13. servir bien chaude, et je ne crois qu'il en restera pour les gens qui ne sont pas à la maison.



Flan maison au caramel ou caprices

Ingrédients

- " 80 ml de lait
- " 100 g de caprices
- " 2 jaunes d'œufs
- " 2 c à soupe légèrement bombée de maïzena
- " parfum caramel, sinon a défaut de la vanille
- " Décoration:
- " crème fraîche montée en chantilly
- " caramel au beurre salé

Etapes de réalisation

1. prélevez l'équivalent de 2 c à soupe de lait
2. dans un bol haut allant au micro-onde, placez-le restant du lait et la moitié des bonbons
3. faites préchauffer par coup d'une minute,
4. retirez du micro-onde, remuez pour faire fondre les bonbons et gofez pour s'assurer du sucre
- 5 continuez à ajouter les bonbons jusqu'à ce que vous soyez satisfait du gout de sucre
- vous n'êtes pas obligé de mettre les 100 g de bonbons, comme il est possible que vous utilisiez plus.
6. transférez le mélange dans une casserole à fond épais
7. dans un bol, mélangez le restant du lait, la maïzena et les jaunes d'œufs et la vanille, jusqu'à avoir un mélange homogène.
8. incorporez ce mélange au lait au caramel, placez la casserole sur feu doux
9. remuez à l'aide d'une spatule jusqu'à ce que le mélange épaississe.
10. versez immédiatement dans de petits ramequins, laissez tiédir un peu et mettre au frais jusqu'au moment de servir.
11. Décorez avec de la chantilly et un filet de caramel au beurre salé, ou selon votre gout.



Crêpes farcies au poulet

Ingrédients

- " pour la pâte de crêpe: (selon le nombre de personne)
- " 400 g de farine
- " 3 œufs
- " 8 g de beurre fondu
- " 1 litre de lait
- " Une pincée de sel
- " 1 cuillère à soupe de sucre
- " pour la farce:
- " 3 cuisses de poulet cuites et émietées
- " 28 g de champignons
- " 2 gousses d'ail
- " 2 c. à soupe de persil haché
- " 1 c. à soupe de jus de citron
- " Poivre noir au gofi
- " 1/2 cuillère à café de sel
- " un peu de noix de muscade
- " 100 g d'olive dénoyautées
- " Un oignon en lamelle
- " La moitié d'un de piment rouge grillé et coupé en morceaux
- " une quantité de sauce béchamel
- " 2 c. à soupe de beurre



Etapes de réalisation

1. Commencez par la pâte à crêpe:

Mélanger les ingrédients secs, puis ajouter le lait, les œufs et le beurre fondu et mélanger bien avec un fouet si vous en avez un.

2. Laissez reposer la pâte un petit moment.
3. chauffer une poêle et frotter la d'un peu

de beurre.

4. versez la quantité d'une petite louche et bien l'étaler cuire d'un côté, puis de l'autre face aussi. et laisser refroidir un peu

5 Dans une poêle sur feu vif mettez le beurre et faire revenir les champignons jusqu'à ce qu'il ait une belle dorure. Ajoutez le jus de citron, persil, le sel et le poivre noir et mettre de côté.

6. préparez maintenant la farce: de l'autre côté mettre un peu de beurre et faites revenir les oignons et l'ail,

7. puis ajouter les morceaux de poulet déjà cuits aussi,

8. ajouter les autres ingrédients et un peu de sauce de Béchamel.

9. Farcir chaque crêpe avec une grande cuillère de la farce et disposer les dans un moule bien

beurré, couvrir le tout d'un peu de sauce de béchamel et parsemer avec le fromage râpé puis mettre dans un four bien chaud pour faire griller pendant 15 à 20 minutes

Salade de pomme de terre composée

Ingrédients

- " 200 gr de petites pommes de terre cuites avec la peau dans l'eau salée
- " 2 c à soupe de mayonnaise
- " le jus d'1/2 citron pressé
- " huile d'olive selon le gofi
- " sel et poivre du moulin
- " une boîte de thon à l'huile
- " 2 à 3 œufs durs
- " salade de betterave avec vinaigrette
- " salade de carotte avec vinaigrette
- " quelques cornichons
- " maïs en boîte
- " salade verte lavée
- " tomates
- " olives vertes



Etapes de réalisation

1. enlevez la peau de la pomme de terre cuite, et coupez la en cube
2. préparez une vinaigrette avec la mayonnaise, le jus de citron l'huile, et assaisonnez de sel et poivre noir
3. mélangez la pomme de terre, le thon et les œufs durs dans cette sauce.
4. et faites le dressage selon votre gout.

Tajine de croquettes d'aubergine en sauce blanche

Ingrédients

- " pour les croquettes d'aubergines:
- " 2 grandes aubergines
- " 1 c à café de cumin sel, poivre noir
- " 2 jaunes d'œuf
- " 1 demi-botte de persil haché
- " farine pour ramassez les croquettes (jusqu'à pouvoir réaliser des quenelles à l'aide de deux cuillères)
- " huile pour la friture.
- " pour la sauce:
- " des morceaux de poulet
- " 1 oignon moyen
- " 1 gousse d'ail
- " 1/2 botte de persil
- " sel et poivre noir
- " 1 c à soupe de smen (ou de beurre)
- " 1 belle poignée de pois chiche trempés la veille
- " piment (selon le gout)

Etapes de réalisation

1. grillez les aubergines, les épluchez les écrasez à la fourchette
2. ajoutez du sel, du poivre noir, cumin, persil haché, 2 jaunes d'œufs et de la farine pour avoir une pâte, qui se



3. formez des quenelles en utilisant 2 cuillères à soupe, et plongez-les directement dans un bain de friture bien chaud.
4. après friture placez-les sur du papier absorbant.

Préparer une sauce blanche:

1. faites revenir l'oignon haché et l'ail écrasé dans le smen fondu.
2. ajoutez les morceaux de poulet et laissez revenir un peu.
3. ajoutez la demi-botte de persil bien ficelée, le sel et le poivre noir.
4. ajoutez les pois chiches
- 5 arrosez avec 2 verres d'eau et laissez cuire, si les morceaux de poulet sans retirez les, et laissez les pois chiches bien cuire
6. Au moment de servir, dressez les croquettes d'aubergines sur le plat de service et arrosez-les de sauce.
7. Vous pouvez passer les morceaux de poulet à la friture pour lui donner une belle couleur.
8. Si Vous avez préparé les croquettes bien tôt, vous pouvez les préchauffer dans le four.

9 NEUF INCENDIES se sont déclarés dans plusieurs champs d'arbres fruitiers et des sites forestiers au cours des dernières 24 heures à travers la wilaya de Sétif, a indiqué samedi le chargé de communication auprès de la direction de la Protection civile, Ahmed Laâmamra.

CRISE AU MOYEN-ORIENT

Isolement diplomatique et politique du Qatar

Pourquoi Trump encourage-t-il la mise à l'écart du Qatar par l'Arabie Saoudite, l'Égypte, le Yémen et les Emirats arabes unis ? La rupture des relations diplomatiques de l'Arabie Saoudite avec le Qatar peut être considérée comme un non-événement car celui-ci est le résultat de la visite de Trump.

Le Qatar est accusé de financer le terrorisme international et de vouloir entretenir des relations très fortes avec l'Iran, pays avec lequel il partage des gisements gaziers. Le Qatar, petit émirat de 300 000 âmes et de 2 millions d'étrangers regorge de pétrole mais surtout de gaz. D'obédience sunnite et wahabite comme l'Arabie Saoudite, le Qatar est membre du conseil de coopération du Golfe depuis 1981. Quelles sont les raisons de la colère de l'Arabie Saoudite et pourquoi ce petit Etat importe-t-il le Bahreïn, le Yémen et l'Égypte ? Le Qatar a toujours été un Etat plus émancipé que Ryad et Le Caire. La création de la chaîne TV Al Jazeera n'a jamais été bien accueillie à Ryad.

Le Qatar n'a jamais voulu prendre position dans la guerre d'influence que se livrent Téhéran et Ryad. L'opposition traditionnelle entre les chiites iraniens et les sunnites saoudiens n'a jamais fait l'objet d'une prise de position de la part du Qatar qui se contente de garder en équilibre Ryad et Téhéran. Cette position n'a pas l'air de plaire à l'Arabie Saoudite et la visite de Trump a accéléré les accusations d'Etat terroriste visant le Qatar.

TRUMP À LA MANŒUVRE POUR L'ISOLEMENT DU QATAR

De nombreuses études montrent que l'Etat islamique tire ses origines des financements multiples et complexes venant de la plupart des pays



du Moyen-Orient. En accusant l'Emir du Qatar, Cheikh Tamim de financer les terroristes au prétexte que celui-ci est complaisant avec l'Iran, Trump réussit à faire du Qatar la victime expiatoire au Moyen-Orient pour assouvir sa haine contre les chiites iraniens.

L'accord nucléaire conclu entre les Européens, les Etats-Unis et l'Iran n'a pas l'air de plaire à Trump car il estime que Obama a été trop complaisant avec le régime des mollahs qui sont responsables du terrorisme au Liban, en Syrie et en Irak. L'analyse de Trump est un peu courte et facile car les mouvements djihadistes d'inspiration sunnite n'ont pas été financés que par le Qatar. Le problème est ailleurs, il est lié à la guerre que se livre l'Arabie Saoudite et l'Iran pour le leadership régional.

Ryad n'accepte pas l'attitude du Qatar, pays sunnite, qui est très complaisant avec l'Iran, pays d'obédience chiite.

LE QATAR N'EST PAS ISOLÉ COMME ON LE PENSE AU MOYEN-ORIENT

En accusant le Qatar d'être le terrain du terrorisme islamiste, l'Arabie Saoudite apparaît comme l'hôpital qui se moque de la charité et, si on va plus loin, du serpent qui se mord la queue. Qui veut noyer son chien, l'accuse de la rage. Ryad a des moyens financiers importants qui déclinent malgré tout. Elle est

incapable dans la coalition militaire d'apporter une solution militaire au Yémen, dont une partie de la rébellion est aidée par Téhéran. Le Qatar, depuis fort longtemps, développe, compte-tenu de sa taille, une diplomatie fondée sur la conciliation régionale.

Le Qatar entretient de bonnes relations avec le Koweït, le Sultanat d'Oman et surtout la Turquie qui se propose de jouer les médiateurs pour résoudre le conflit. Le Qatar abrite sur son sol la plus grande base militaire américaine dans le Golfe. De la part de l'Arabie Saoudite, c'est un trait de jalousie important car elle estime être en première ligne pour discuter avec les Américains.

L'isolement du Qatar rebat les cartes au Proche-Orient, mais ne permet pas, paradoxalement, à Ryad d'émerger comme leader régional pour résoudre la question de l'Etat islamique, compte tenu des ambiguïtés quant à l'émergence de cet Etat.

Le Qatar reste dans l'œil du cyclone, mais ne rompt pas. Nous sommes au cœur du Moyen-Orient complexe au sein duquel les alliances d'un jour finissent par devenir des haines recuites le lendemain. Le véritable problème pour l'Arabie Saoudite sunnite n'est pas le Qatar sunnite mais bien sa lutte pour le leadership régional vis-à-vis de l'Iran perse et chiite.

L. P.

PARTENAIRE OFFICIEL DE L'ÉVÈNEMENT

Vivez la magie du cirque international Citta Di Roma avec Ooredoo



Ooredoo poursuit son accompagnement des événements qui rassemblent les Algériens, en étant le Partenaire officiel du cirque international Citta Di Roma qui a posé son chapiteau au Parc zoologique de Ben Aknoun à Alger jusqu'au 1er juillet 2017. Organisé par Web Pub Events, le

cirque international Citta Di Roma est un grand espace de détente et de loisirs, ouvert au public en ce mois de ramadhan de 22h jusqu'à 2h du matin, à raison de deux séances par soirée, offrant une multitude de spectacles et de numéros pour les enfants et les familles afin de partager des moments agréables

de distraction. Cette grande manifestation se poursuivra après le mois de ramadhan dans un long périple à travers plusieurs wilayas du pays, à savoir : Béjaïa, Annaba, Sétif, Batna, Tizi-Ouzou, Blida, Oran, Tlemcen, Sidi Bel-Abbès, Mostaganem, avant de revenir à Alger en avril 2018.

Pour se rapprocher davantage de ses clients et des citoyens, Ooredoo a mis en place un Espace Service pour présenter ses innovations et pour la vente de ses offres et produits aux visiteurs.

En accompagnant cette manifestation de divertissement, Ooredoo offre une agréable opportunité aux algériens dans les différentes régions du pays, de vivre la magie du cirque et de partager des moments agréables de détente.

Post scriptum

Par B. Chellali

L'ANP: l'institution qui porte la lourde responsabilité d'éclairer la vie de la société algérienne et des générations futures pour éclairer

Encore une fois, le Haut Commandement de l'ANP, par la voix officielle du général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'ANP, vient rappeler à tous, la conscience du danger des tentatives d'atteinte à la souveraineté nationale de l'Algérie et à sa sécurité nationale et du coup, c'est un message à la vigilance et à la mobilisation au regard de l'insécurité régionale et internationale qui prévaut. Le vice-ministre de la Défense nationale au cours de la visite de travail et d'inspection qu'il vient d'effectuer à Tamanrasset dans la 6ème Région militaire a mis en exergue le rôle de l'ANP à préserver l'image de l'Algérie sur le plan régional et international et d'insister sur la mission de l'Armée à renforcer ses capacités militaires et à optimiser ses moyens dissuasifs, " pour faire face à toute tentative d'atteinte à la souveraineté de l'Algérie et à sa sécurité nationale ". Ici, on peut conclure que le vice-ministre de la Défense nationale a fait dans le " rappel " à cette alliance sacrée de l'ANP, digne héritière de son aînée l'ALN, fondée sur son honorable mission et devoir de garantir la pérennité de l'indépendance de l'Algérie. Là, il est constaté par l'opinion publique une armée, qui prend engagement et position sur une honorable base républicaine. Elle a conscience du danger de l'expansionnisme impérialo-colonialiste et du terrorisme, qui s'effectue en profitant de la faiblesse et de la désunion des peuples. A travers les propos et autres déclarations du chef d'Etat-major de l'ANP, il est ressenti que l'Algérie est menacée de l'extérieur et l'ANP a, dans les mesures de ses grands moyens, de répondre à toutes les tentatives et autres manœuvres visant la stabilité du pays. Cela fait dire au général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah : " Préserver l'image de l'Algérie sur le plan régional et international est une mission noble assignée à ses fidèles fils, qui ont le rôle, le devoir et la responsabilité de l'assumer amplement, (d'autant plus) que nous vivons dans un monde instable et insécurisé (ou) les exemples sont palpables, avérés au passé proche et lointain et confirmés de nos jours ".

Une réponse positive à la défense du territoire national contre l'ennemi connu ou inconnu qui menace le pays et la vie de la population, tente de lui enlever sa dignité, son bonheur et sa souveraineté, la morale nationale; la morale internationale ne peut pas donc interdire à l'armée algérienne d'utiliser ses capacités et ses compétences pour assurer la sécurité de la nation. Naturellement, son devoir est la préservation de l'unité nationale, la consolidation de la réconciliation nationale et la poursuite dans le calme social du développement économique et social du pays. Pour l'ANP, cette réussite est inévitable, elle est inscrite au fronton de son histoire, et elle connaît assez bien son champ d'action, ses efforts humains et militaires pour la fluctuer encore au service de la nation. Aussi, l'essentiel pour mener à bien cette tâche de stabilité de l'Algérie et pour l'immuniser contre les complots extérieurs, réside-t-il dans le maintien de la paix sociale, la recherche des voies d'une véritable croissance économique, mais aussi dans la consolidation d'une cohérence de vie entre les Algériens et les Algériennes, pour la nation entière. Dans ce cadre, le vice-ministre de la Défense nationale depuis le siège de la 6ème Région militaire à Tamanrasset a insisté pour dire : " Je ne cesserai de dire et de retirer que l'inculcation des valeurs et des fondements de la sécurité nationale de l'Algérie, constitue la plate-forme de tous les efforts de l'aboutissement de la stratégie de travail clairvoyant que nous sommes sur le point de parachever avec le soutien et les orientations du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale ". Dans le même registre, il a ajouté : " Nous sommes autant conscients de l'importance de cette mission, de sa délicatesse et de l'impératif de son accompagnement en toutes conditions et circonstances, que nous sommes convaincus, au sein de l'ANP, digne héritière de l'ALN, que pour réunir tous ces facteurs décisifs et effectifs, il faut accorder assez d'importance au suivi sur le terrain, ce qui requiert nécessairement d'adopter cette démarche pratique et persévérante à laquelle nous nous appliquons rigoureusement tout au long de l'année ". C'est dire combien l'héritière de l'ALN joue un rôle actif, républicain dans la vie de la nation, porteur d'une civilisation typiquement algérienne. Dans ces conditions, sans doute le Haut Commandement de l'ANP est-il, à son poste prestigieux, l'institution qui porte la plus lourde responsabilité d'éclairer la vie de la société algérienne et des générations futures. Son crédit, ce qu'elle a réalisé, ce qu'elle va encore réaliser, ce qu'elle va assurer, c'est la stabilité permanente et ambiante du pays avec la justification d'une grande espérance de bonheur, de progrès et de prospérité pour tous. Et l'ANP est toute disponible à la réalisation de cet objectif. Encore une fois de plus, c'est au général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah de rappeler dans ce contexte et de saluer les " efforts intenses consentis jour et nuit par les unités de la Région (6ème RM), permettant d'épargner notre pays de tous les malheurs et les préjudices sécuritaires et socio-économiques et d'immuniser sa terre et son peuple contre toute menace multiforme et multidimensionnelle ". Une réponse évidente à la promesse contenue dans le message permanent de l'ANP adressé au peuple algérien, alors meurtri par une longue tragédie nationale, mais surtout inquiet pour son avenir, le pays menacé dans son essence et son intégrité mêmes par le terrorisme, par des luttes fratricides et par une démarche politique mal assurée. Bien qu'un quart de siècle soit une bien courte période dans la vie d'un pays, on peut néanmoins à la lumière d'un jugement serein constater l'importance du redressement du pays effectué grâce à l'esprit républicain de l'ANP sur des bases solides comme on peut mesurer les bouleversements profonds durables et féconds qui ont été accomplis par l'armée algérienne dans tous les domaines, dans tous les secteurs. Nul doute de dire ainsi : bonne continuation, l'ANP, sache que l'Algérie, dont la civilisation est grande, la maturité immense, l'observe, sur le sommet où t'a conduite l'histoire, et t'attend.

B. C.